

L'Art de ne pas être gouverné

Une histoire anarchiste des hauts-plateaux d'Asie du Sud-Est



The Art of Not Being Governed

AN ANARCHIST HISTORY OF UPLAND SOUTHEAST ASIA

JAMES C. SCOTT

Traduction Résistance 71 en juin 2018

PDF réalisé et complété par JBL1960



L'histoire des peuples dans
l'histoire, c'est l'histoire de leur lutte
contre l'État.

Pierre Clastres

Présentation du PDF

Page 3 – Extraits du Livre *“The Art of Not Being Governed, an Anarchist History of Upland Southeast Asia”* de James C Scott, 2009

Page 6 – **Préface de l’auteur**

Page 10 – **Chapitre 1** : *Collines, plateaux, vallées et États, une introduction à Zomia*

Page 19 – **Chapitre 2** : *Espace Étatique, zones de gouvernance et d’appropriation*

Page 22 – **Chapitre 3** : *Concentrer la main d’œuvre et le grain, l’esclavage et le riz d’irrigation*

Page 24 – **Chapitre 4** : *La civilisation et le paria*

Page 30 – **Chapitre 5** : *Garder l’État à distance, peupler les hauts-plateaux et les collines*

Page 39 – **Chapitre 6** : *Évasion de l’État, prévention de l’État - Culture et agriculture de l’évasion*

Page 50 – **Chapitre 7** : *Ethnogenèse, un cas constructif radical*

Page 56 – **Chapitre 8** : *Prophètes du renouveau et la Conclusion de l’Auteur*

Page 60 – **Lectures complémentaires proposées par Résistance 71**

Extraits du livre "The Art of not Being Governed, an Anarchist History of Upland Southeast Asia", 2009



James C Scott★

Le livre existe dans une version française sous le titre de "Zomia, l'art de ne pas être gouverné", édition Seuil, 2013. Nous encourageons bien évidemment les lecteurs à lire cet ouvrage dans sa totalité, il en vaut la peine.

() L'auteur James C Scott est professeur de science politique et d'anthropologie à l'université de Yale aux États-Unis. Il y est le co-directeur du programme sur les études agraires et membre de l'Académie des Arts et des Sciences des États-Unis.*

James C Scott est devenu par ses recherches profondes et pertinentes, un universitaire spécialiste incontournable pour ceux qui désirent analyser et comprendre l'histoire de la société humaine depuis ses lointaines origines en battant en brèches les poncifs et dogmes de ce que l'anthropologie politique "orthodoxe" a prêché au service du statu quo oligarchique depuis des

décennies. Scott s'inscrit dans la lignée anthropologique des Pierre Clastres, Marshall Sahlins et du plus jeune David Graeber, Clastrien revendiqué. Scott commence souvent ses livres et conférences avec cette citation de Clastres tirée de "La société contre l'État" (1974):

"Il est dit que l'histoire des peuples qui ont une histoire est l'histoire de la lutte des classes. On pourrait dire avec au moins tout autant de véracité que l'histoire des peuples sans histoire est une histoire de leur lutte contre l'État."

James C Scott est l'auteur de 10 livres dont, outre cet ouvrage, dont nous traduisons quelques extraits de l'anglais, les célèbres 'Seeing like a State', Yale U, 1998 et son tout dernier ouvrage dont nous traduirons également de larges extraits au plus tôt : "Against the Grain, a Deep History of the Earliest States", Yale U, 2017. Il participe à de nombreuses conférences dans le monde et la plupart de celles-ci sont disponibles pour visionner gratuitement sur la toile.

Notons pour l'anecdote que le titre complet en anglais du livre de Scott est : "The Art of Not Being Governed, an Anarchist History of Upland Southeast Asia" qu'on pourrait traduire par : "L'art de ne pas être gouverné, une histoire anarchiste des hauts-plateaux d'Asie du Sud-Est" or la traduction du titre du livre tel que publié en français aux éditions du Seuil en 2013 est comme suit : "Zomia, l'art de ne pas être gouverné"... Il est intéressant de constater que le mot "histoire anarchiste" du titre anglais et publié comme tel, en toute honnêteté et sans censure par les éditions de l'université de Yale, est passé à la trappe dans la traduction française "officielle", est-ce bien surprenant?... De quoi ont-ils si peur dans le pays qui fut si longtemps le berceau de l'anarchisme ?...

~ Résistance 71 ~



*“The Art of not Being Governed, an
Anarchist History of Upland Southeast
Asia” ou “L’art de ne pas être gouverné,
une histoire anarchiste des hauts-
plateaux d’Asie du Sud-Est”*

(Larges extraits traduit de l’anglais par R71)

*Le livre est rédigé en une préface, 8 chapitres (337 pages) et
contient 66 pages supplémentaires de notes bibliographiques.*



Préface de l’auteur

Zomia est un nouveau terme pour virtuellement toutes les terres se situant à une altitude au-dessus d’environ trois cents mètres, allant des hauts plateaux centraux du Vietnam au Nord-Est de l’Inde en passant par 5 nations de l’Asie du Sud-Est : le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Myanmar/Birmanie, ainsi que par quatre provinces chinoises, celles du Yunnan, du Guizhou, du Guangxi et du Sichuan. La zone couvre environ 2,5 millions de kilomètres carré et contient un peu plus de 100 millions de personnes appartenant à des minorités d’une variété ethnique et linguistique des plus extraordinaires. [...] Cette zone représente

une nouvelle zone d'étude, une sorte de région appalachienne transnationale et une nouvelle manière de penser les études de zone.



Ma thèse est simple, suggestive et controversive : Zomia est la plus grande région du monde dont les peuples n'ont pas encore été totalement incorporés dans des États-nations. Ses jours semblent comptés. Mais il n'y a pas encore si longtemps, de tels peuples s'autogouvernant représentaient la plus grande majorité de l'humanité. Aujourd'hui, ils sont regardés depuis les vallées-royaumes comme "nos ancêtres vivants", "ce que nous étions avant que nous découvrions la culture du riz humide de riziculture, le bouddhisme et la civilisation." Je conteste et argue bien au contraire, que ces peuples des plateaux sont le mieux compris dans le sens de leurs communautés fugitives et renégates qui ont, au cours des deux derniers millénaires, pris le large des oppressions systémiques des projets de construction Étatique dans les vallées et leur litanie de mise en esclavage, de conscription, de taxation, de

travail corvéable, d'épidémies et de guerre sans fin. De fait, la vaste majorité de la zone où elles vivent peut être qualifiée de "zone refuge".

Pratiquement tout de la façon de vivre de ces peuples, leur organisation sociale, idéologies et (de manière plus controversée) même leurs larges cultures de tradition orale, peuvent être lues comme des positionnements stratégiques faits pour maintenir l'État à distance. Leur dispersion physique dans des terrains escarpés, leur mobilité, leurs pratiques agraires, leur structure de parenté, leurs identités ethniques à géométrie variable et leur dévotion millénaire à des leaders prophétiques, servent à ne pas être incorporées dans des États tout autant que d'empêcher des États de bourgeonner en leur sein. L'État plus particulier que la plupart de ces peuples ont évité a été le précoce État Han chinois. L'histoire de leur fuite est imbriquée dans bien des légendes des peuples des plateaux. [...] La fuite de ces peuples des États siamois / thaïlandais et birman est aussi très bien documentée.

Mon argumentation trouvera je l'espère quelque résonance au-delà de la large zone asiatique qui est immédiatement concernée. L'énorme littérature sur la construction de l'État, qu'elle soit contemporaine ou historique, ne fait virtuellement aucun égard du revers de sa propre médaille : l'histoire du non-Étatisme réactif et délibéré. Ceci représente l'histoire de ceux qui ont fui et la construction de l'État ne peut pas être bien comprise en ignorant cet aspect. C'est aussi ce qui fait de cette histoire une histoire anarchiste.

Ceci rassemble implicitement toutes les autres histoires de ces peuples exclus par la construction Étatique coercitive et des systèmes de travail non libres : comme les Roms, les Cosaques, les tribus polyglottes constituées de réfugiés des "reduccionès" espagnols au Nouveau Monde et aux Philippines, des communautés d'esclaves fugitifs, les Arabes des marécages, les Bushmen de San etc...

L'argument retourne presque toute la sagesse dispensée au sujet du "primitivisme". Le pastoralisme, la cueillette, la culture alternée et les systèmes de lignée segmentaire sont souvent des "adaptations secondaires", une sorte d' "auto-barbarisation" adoptée par des peuples dont la géo-location, la subsistance, et la structure sociale sont adaptées à l'évasion de l'État.

[...] Mon argument est une déconstruction des discours chinois et d'autres civilisations au sujet de ce qui est "barbare", primitif" et "primaire". À y regarder de plus près, ces termes veulent dire pratiquement être non-gouverné, pas encore incorporé. Les discours civilisateurs n'envisagent jamais la possibilité que des peuples sortent et deviennent volontairement "barbares", ainsi ces statuts sont stigmatisés et jugés de manière ethnocentrique. L'ethnicité et la "tribu" commençant exactement là où s'arrêtent les impôts et la souveraineté et ce dans l'empire romain comme dans l'empire chinois.

[...] Toutes les identités, sans aucune exception, ont été socialement construites : Han, Birmane, Américaine, Danoise, toutes. Le plus souvent, ces identités, particulièrement les identités minoritaires, sont imaginées par

des États puissants, comme les Han se sont imaginés les Miao, les colons britanniques se sont imaginés les Karen et les Shan, les Français les Jarai. Qu'elles soient inventées ou imposées, de telles identités sélectionnent, de manière plus ou moins arbitraire, un trait ou un autre, même vague, de religion, de langue, de couleur de peau, d'habitudes alimentaires, de moyens de subsistance, comme étant le desiderata. [...] Dans le monde contemporain dans lequel l'État-nation est l'unité politique hégémonique, il n'est pas surprenant qu'une telle assertion auto-proclamée prenne la forme habituelle de l'ethno-nationalisme.



Chapitre 1

Collines, plateaux, vallées et États, une introduction à Zomia

[...] *La rencontre entre des États expansionnistes et des peuples s'autogouvernant n'est pas confinée à l'Asie du Sud-Est. Elle fait écho dans le processus culturel et administratif du "colonialisme interne" qui caractérise la formation de la plupart des États-nations occidentaux modernes ; des projets impérialistes Romains, des Habsbourg, des Ottomans, des Han et des Britanniques, pour la subjugation des peuples indigènes dans des colonies de "colons blancs", occupants de la terre, comme aux États-Unis, au Canada, en Afrique du Sud, en Australie (NdT : et en Nouvelle-Zélande) et en Algérie, dans la dialectique entre des Arabes sédentaires urbains et des pastoralismes nomades qui furent la caractéristique de la plupart de l'histoire du Moyen-Orient.*

[...] *Partout où ils l'ont pu, les États ont obligé les cultivateurs mobiles à se fixer dans des villages permanents. Ils ont essayé de remplacer la propriété commune ouverte avec la propriété fermée, clôturée : les fermes collectives, plus spécifiquement, la propriété individuelle des économies libérales. Ils ont saisi le bois et les ressources minérales pour le patrimoine national. Ils ont encouragé, dès que possible, l'argent liquide, la monoculture, l'agriculture de style plantation au lieu des formes plus diversifiées de cultures qui prévalaient auparavant. Le terme "d'enclosure", de clôture, semble parfaitement approprié pour ce processus, imitant au mieux le système mis en place en Angleterre dans le siècle qui a suivi 1761 et qui a avalé la moitié des terres arables communes de l'Angleterre en faveur d'une production commerciale privée de très large envergure.*

L'aspect nouveau et révolutionnaire de ce grand mouvement de clôture est apparent si nous ouvrons notre objectif photographique historique sur un grand angle maximum. Les États les plus vieux en Chine et en Égypte et plus tard le Chandragupta en Inde, la Grèce classique puis la Rome républicaine, furent, en terme démographique, insignifiants. Ils occupèrent des portions minuscules du paysage mondial, et leurs sujets n'étaient rien

d'autre qu'une marge d'erreur dans les chiffres de la population mondiale. [...] Pour un œil qui n'est pas encore hypnotisé par les vestiges archéologiques et les histoires Étatico-centriques, le paysage aurait paru virtuellement n'avoir qu'une périphérie et pas ou très peu de centre. Pratiquement toutes les populations et territoires étaient hors de leur périphérie.

Bien que minuscules, ces centres Étatiques possédaient une stratégie unique et un avantage militaire dans leur capacité à concentrer la main d'œuvre et les commodités alimentaires au même endroit.

[...] Les États originaux étaient presque partout des créatures de plaines arables, tandis que les plateaux étaient le domaine de bien plus de populations n'étant pas gouvernées, qui vivaient, du point de vue de l'État, dans des terrains difficiles comme les montagnes, les marécages, les steppes et les déserts... Les deux zones étaient écologiquement complémentaires et donc se retrouvaient en partenariat naturel dont les échanges ne pouvaient que très rarement être coercitifs. Ils prirent ainsi la forme de l'échange volontaire.

Pour l'élite des premiers États, la périphérie souvent regardée comme le domaine des "tribus barbares", était un danger, une menace potentielle.

[...] Ainsi, un État paisible et riche pourrait attirer une population grandissante qui y trouverait des avantages. Ceci bien entendu, répond au narratif standard civilisateur qui veut que de rudes barbares furent fascinés par la prospérité rendue possible par la paix et la justice du roi, un narratif partagé par la vaste majorité des religions de la rédemption, sans mentionner Thomas Hobbes.

Ce narratif ignore deux faits capitaux. Le premier est que nous avons noté qu'il apparaît qu'au moins une grande partie de la population des États primordiaux n'était pas libre, qu'elle était sous condition de pénibilité. Le second fait des plus inconvenients pour le narratif standard de la civilisation, c'est qu'il était très fréquent pour les sujets de l'État de se sauver. Vivre au sein d'un État voulait dire être par définition, taxer, conscrit, assujetti aux corvées et pour beaucoup vivre dans une condition de

servitude, ces conditions étant au cœur même de l'avantage stratégique et militaire de l'État. Lorsque ces conditions devenaient insupportables, les sujets se sauvaient vers des zones libres de ces contraintes.

[...] Pendant de très longues périodes de l'histoire, les gens se déplaçaient dans et en dehors des États et l'Étatisme était, par lui-même, souvent cyclique et parfaitement réversible.

Ces cycles de construction et de déconstruction Étatiques ont produit, au fil du temps, une périphérie qui était autant composée de réfugiés des États que de personnes qui avaient choisi de ne jamais devenir sujets d'un État.

[...] Notez que ce narratif de la périphérie est en total contraste avec l'histoire officielle racontée sur elles-mêmes, par la plupart des civilisations. D'après le conte officiel, des peuples archaïques, naïfs et peut-être aussi barbares se retrouvent lentement incorporés dans une société et une culture plus avancées, supérieures et bien plus prospères. [...] Mais bon nombre, si pas la quasi-totalité, des habitants de ces masses non gouvernées marginales ne sont pas des résidus de formations politiques antérieures, laissés à la traîne de "l'évolution", ou comme le disent certaines personnes des basses-terres en Asie du Sud-Est, "nos ancêtres vivants". La situation des populations qui se sont placées délibérément à la périphérie de l'État, a été occasionnellement nommée de manière erronée comme "primitivisme secondaire". De fait, leurs routines de subsistance, leur organisation sociale, leur dispersement et beaucoup d'éléments de leurs cultures, loin de représenter des formes sociales archaïques et abandonnées, sont soigneusement fabriquées à la fois pour briser l'incorporation dans les États voisins mais aussi pour minimiser la possibilité qu'une forme Étatique ne prenne naissance au sein de leur propre société. La fuite de l'État et la prévention de son avènement sont intrinsèquement liées à leurs pratiques et souvent leur idéologie. Ils sont si on veut, "barbares par fabrication". Ces sociétés continuent de mener des échanges avec les populations des basses terres pour en tirer un avantage mutuel tout en restant à distance de se retrouver happées, politiquement capturées.

Une fois que nous admettons l'idée que les "barbares" sont là non pas à titre "résiduel" d'un passé, mais qu'ils ont parfaitement choisi leur endroit d'existence, leurs pratiques de subsistance et leur structure sociale afin de maintenir leur autonomie, l'histoire standardisée de l'évolution sociale ne peut que s'effondrer.

[...] Ainsi, éviter l'État était, jusqu'à il y a encore quelques siècles, une véritable option. Il y a mille ans, la vaste majorité de la population mondiale vivait en dehors des structures étatiques. Aujourd'hui, cette option disparaît de plus en plus rapidement. [...] L'association permanente de l'État et de l'agriculture sédentaire est au centre de cette histoire. L'agriculture céréalière à champs fixes a été promue par l'État et a été historiquement, la fondation de son pouvoir. À son tour, l'agriculture sédentaire mène aux droits de propriété de la terre, à l'entreprise familiale patriarcale et à une insistance, toute aussi encouragée par l'État, sur les familles nombreuses.

La culture céréalière est donc à cet égard et de manière inhérente, expansionniste, générant un surplus de population si la maladie et la famine ne frappent pas, ce qui oblige à toujours conquérir de nouvelles terres. Ainsi on peut dire que c'est l'agriculture céréalière qui est "nomade" et agressive, reproduisant sans cesse des copies, des clones d'elle-même.

[...] L'expansion massive du pouvoir européen, par le colonialisme et les colonies de colons blancs, ont représenté une vaste expansion de l'agriculture sédentaire ; se reproduisant dans la "nouvelle Europe" en Amérique du Nord, du Sud, en Australie, Nouvelle-Zélande. Dans les colonies ayant des États préexistant fondés sur l'agriculture, les Européens (NdT : il faut aussi noter qu'ils n'étaient pas qu'Européens, ils étaient aussi chrétiens, ce qui a une grande importance. L'expansion a également une base religieuse indéniable, fondée sur la "doctrine chrétienne de la découverte" établie au XV^{ème} siècle et incorporée dans les systèmes (pseudo) légaux coloniaux du "nouveau monde"...) ont remplacé les seigneurs locaux indigènes comme souverains, ont perçu l'impôt et ont encouragé l'agriculture, tout comme leur prédécesseurs simplement de manière plus efficace.

[...] Les peuples sans État n'étaient pas facilement dupés et absorbés dans cette nouvelle économie fiscale, de salariat (après l'esclavage) et d'agriculture sédentaire.

[...] Lorsqu'ils l'ont pu, tous les États de la région [Asie du Sud-Est] ont essayé de ramener de tels peuples sous la coupe de leurs administrations, d'encourager et d'insister sur un alignement linguistique, culturel et religieux sur la majorité de la population vivant au cœur de l'État. Ce qui a voulu dire en Thaïlande (Siam) par exemple, d'encourager le peuple Lahu à parler le thaï, de leur apprendre à lire et écrire la langue, à les faire devenir bouddhistes et sujets de la monarchie. En Birmanie/Myanmar, cela a voulu dire d'encourager disons les Karen à devenir des bouddhistes parlant le birman, les rendre loyaux envers la junte militaire moderne.

[...]

Un des plus grands espaces non-Étatique restant dans le monde, si pas le plus grand, est le vaste territoire des hauts-plateaux souvent appelé le massif du Sud-Est asiatique et plus récemment : Zomia.

Ce grand territoire de l'Asie du Sud-Est allant de l'Inde, Bengladesh au Vietnam comprend environ 2,5 millions de kilomètres carrés, faisant de cette zone un territoire presque aussi grand que l'Europe.

En tant qu'un des tous premiers universitaires à avoir identifié le massif et ses peuples comme objet d'étude singulière, Jean Michaud (*NDT*: professeur d'anthropologie à l'université de Laval au Québec, Faculté des sciences sociales) en a tracé les limites : "Du Nord au Sud, la zone inclut le Sud et l'Ouest de la province chinoise du Sichuan, tout le Guizhou et le Yunnan, le Guanxi du Nord et de l'Ouest, l'Ouest du Guangdong, la vaste majorité du Nord de la Birmanie avec un segment adjacent de l'extrême Nord-Est de l'Inde, le Nord et l'Ouest de la Thaïlande, presque tout le Laos au-dessus de la vallée du Mékong, le Nord et le centre du Vietnam le long de la cordillère d'Annam et le Nord ainsi que les bordures orientales du Cambodge."

Un calcul sommaire mettrait la population des minorités de Zomia seule entre 80 et 100 millions de personnes. Ses peuples sont fragmentés en des

centaines d'identités ethniques comprenant au moins cinq familles linguistiques qui mettent au défi toute classification simple de l'ensemble.

Se situant entre 300 et 4000m au-dessus du niveau de la mer, on peut penser Zomia comme étant les Appalaches de l'Asie du Sud-Est, si ce n'est que la zone s'étire à travers huit États-nations. Une meilleure analogie serait la Suisse se situant entre la France, l'Allemagne et l'Italie...



[...] Zomia est marginale dans presque tous ses aspects. Elle se situe à grande distance des centres principaux de l'activité économique et crée une zone de contact entre huit États-nations ainsi qu'entre plusieurs religions et cosmogonies. Le chercheur hollandais Willem van Schendel fut celui qui considéra que cette zone méritait toute la considération qui s'imposait en tant que région distincte. Il a été jusqu'à lui donner un nom pour sa dignité : Zomia, un terme commun en langues tibéto-birmanes pour les habitants des plateaux, parlées dans les zones frontalières entre l'Inde, le Bangladesh et la Birmanie. Plus précisément "Zo" est un terme en relation avec le fait d'être "isolé", "reclus", "éloigné", ce qui a pour connotation de vivre dans les collines et "Mi" qui veut dire "peuple". Dans d'autres endroits d'Asie du Sud-Est Mi-zo ou Zo-mi désignait les peuples des plateaux, reculés et dans le même temps le label ethnique s'appliquant à une niche géographique.

[...] Zomia se constitue donc non pas comme une unité politique mais comme une région, qui manque d'unité politique, mais qui s'équilibre en des schémas comparables d'agriculture de plateaux, de dispersion et de mobilité, ainsi que par un égalitarisme brut qui, de manière non coïncidentielle, confine un

statut relativement plus important aux femmes que dans les vallées (Étatiques).

[...] Une description politique plus forte et je pense plus correcte est de dire que les populations des plateaux de Zomia ont activement résisté à l'incorporation dans le cadre de l'État classique, de l'État colonial et de l'État-nation indépendant. [...] Cette résistance est venue après la seconde guerre mondiale et la création d'États indépendants dans la région et Zomia devint le site de mouvements sécessionnistes, des luttes des droits indigènes, de rébellions millénaires et d'une opposition armée contre les États des basses terres. C'est une résistance ayant des racines très profondes, qui fut dans la période précoloniale, un refus culturel d'accepter la culture des basses-terres ainsi que dans la fuite d'éléments de ces basses terres cherchant refuge dans les plateaux. [...] Ainsi les plateaux ne sont pas seulement un espace de résistance politique mais aussi une zone de refus culturel.

[...]

Il y a une forte évidence que Zomia ne soit pas seulement une région de résistance aux États des vallées, mais aussi une région refuge. Par "refuge", j'entends bien impliquer le fait que la vaste majorité des populations des plateaux a, depuis plus d'un millénaire et demi, fuit les basses terres pour s'évader des projets d'affliction des États en formation dans les vallées. Bien loin d'être laissées "derrière" par les progrès de la "civilisation", elles ont, pendant de longues périodes, choisies de se positionner hors de portée de l'État. Jean Michaud note à l'égard de cette connexion, que ce qu'il appelle le nomadisme des hauts-plateaux et des collines peut bien être une "évasion" ou une "stratégie de survie". [...] Michaud est en accord avec l'idée de dire que Zomia est le mieux vue sur un plan historique comme une région refuge pour ceux qui fuient l'État et spécifiquement l'État et l'administration des Han : "on peut dire de manière la plus juste que les populations des hauts-plateaux qui ont émigré de Chine vers les hauts-plateaux ces cinq derniers siècles, l'ont fait en grande partie poussées hors de



leur terre par l'agression de voisins plus puissants, ceci incluant plus particulièrement l'expansion de l'État Han...”

[...]

Les histoires des États-royautés classiques des basses terres, prises isolément, risquent d'être incompréhensibles ou grandement trompeuses. Les États des basses terres (mandala ou modernes) ont toujours existé **en symbiose** avec la société des plateaux. Par symbiose, je veux ici invoquer la métaphore biologique de deux organismes vivant ensemble dans une association plus ou moins intime, dans ce cas précis, des organismes sociaux. (NdT: quand on parle de “symbiose”, de relation symbiotique, on doit envisager le fait que la relation est une relation de complémentarité même si d'apparence antagoniste...)

Il n'est pas possible d'écrire une histoire cohérente des plateaux qui ne soit pas en dialogue avec les centres des basses terres, tout comme il n'est pas possible d'écrire une histoire cohérente des centres de basses terres qui ignorerait sa périphérie des collines.

[...] Au Maghreb tout comme en Zomia, la distinction entre une zone Étatique et une zone autonome marginale était autant géographique et écologique que politique. Il y a une liaison brute entre la parole des hautes terres berbères et la dissidence politique. [...] Le cas berbère est instructif pour deux raisons. D'abord Ernest Gellner a rendu suffisamment clair que la ligne de démarcation entre Arabes et Berbères n'est pas essentiellement d'ordre de civilisation, encore moins de religion. Au lieu de cela, c'est une ligne de distinction politique entre les sujets d'un État et ceux en dehors de son contrôle.

[...] Ce modèle de symbiose et d'opposition, de choix politique et de facilité géographique est applicable à la relation historique entre les peuples des plateaux et des États des vallées en Asie du Sud-Est. Là, tout comme au Maghreb, la distinction entre les “gouvernés” et les “non-gouvernés” est un fait social apparent, mais elle est encore même mieux établie dans l'usage linguistique et la conscience populaire.

[...] Ainsi les États classiques d'Asie du Sud-Est, tout comme ceux du Moyen-Orient, étaient encerclés par des communautés relativement libres : par des espaces et des peuples non-Étatiques. De tels peuples autonomes ne vivaient pas seulement dans les collines et plateaux mais aussi dans les marais, les marécages, les côtes à palétuviers et dans les régions estuarières labyrinthiques. Ces gens représentaient de très bons partenaires commerciaux pour les centres des vallées et leurs royaumes. Leur zone fournissait une zone de refuge au pouvoir et aux abus de l'État. Une zone de bonne égalité et de bonne mobilité, une source d'esclaves et de sujets pour les royaumes des vallées.

[...]

Ce qui bloque une vision claire pour les peuples d'Asie du Sud-Est concernant leur histoire est l'État, qu'il soit de facture classique, colonial ou indépendant moderne... Pour la plupart de son histoire, l'Asie du Sud-Est a été marquée par la quasi absence de l'État, y compris dans les vallées. Lorsqu'il émergea, il eut tendance à être très éphémère et comparativement bien plus faible en dehors de centres de pouvoir concentrés.

[...] L'État fut tyrannique mais de manière épisodique. La fuite physique des populations abusées fut le lit de la liberté populaire et fut la principale mise en échec du pouvoir de l'État. Lorsque les sujets étaient tenaillés par l'impôt, la conscription, ils partaient typiquement vers les hauteurs des collines ou vers un autre État voisin plutôt que de se révolter. (NdT : la question donc surgit... Révolte, insurrection et révolution ne surviennent-elles que lorsqu'il n'y a plus d'options de fuite vers un espace refuge libre et salvateur ?..)

[...]

Chapitre 2

Espace Étatique, zones de gouvernance et d'appropriation

Imaginez un moment que vous soyez la contrepartie asiatique d'un Jean-Baptiste Colbert, ministre de Louis XIV et que l'on vous mette en charge de la prospérité du royaume. Imaginez qu'on vous donne carte blanche et que vous soyez libre de mettre en place une écologie, une économie, une géographie, une démographie, qui seraient les plus favorables au dirigeant suprême. Que mettriez-vous en place en de telles circonstances ?

Votre tâche basique serait de mettre en place un "espace Étatique" idéal, c'est à dire un espace idéal pour l'appropriation. Dans la mesure où la survie de l'État dépend des taxes et impôts divers ainsi que des loyers au sens le plus large du terme (taxes sur la production de nourriture, corvées, salaires des soldats, conscription, tribut, marchandise) ; alors la question devient : quel arrangement permettra-t-il au dirigeant de quasiment garantir un surplus substantiel et fiable de main d'œuvre et de grain à moindre coût ?...

[...] De la perspective d'un hypothétique Colbert asiatique, la culture du riz humide, en rizières (padi sawah), fournit l'ultime culture céréalière Étatique. Bien que sa culture puisse avoir un retour sur le travail fourni inférieur, son retour par unité de surface est supérieur à quasiment presque toutes les cultures céréalières du vieux monde européen. Le riz en culture humide irriguée (riziculture) maximise donc les ressources en nourriture et ce avec une accessibilité des plus faciles pour le cœur de l'État. [...] De plus, la culture du riz en rizière (NdT : il existe des riz dits "secs" qui ne demandent pas d'irrigation et qui peuvent se planter dans les collines sans formation de rizières, c'est ce type de riz que cultive parfois les populations des plateaux en Asie, ce en cultures rotatives sur brûlis...). Finalement parce que le riz en irrigation demande une forte concentration de labeur, que c'est une production à haute demande de main d'œuvre, elle est aussi la source clef de la construction démographique de l'État.

Pratiquement partout, le riz d'irrigation, ainsi que les autres céréales, sont la fondation même des premiers États en formation. Cela est plus



qu'intéressant à un hypothétique Colbert non seulement pour la ressource alimentaire générée mais aussi la densité de population qu'elle implique ; mais du point de vue du collecteur d'impôts, les céréales ont un gros avantage sur la culture des tubercules par exemple : le grain pousse au-dessus de la surface du sol et grosso modo, toutes les récoltes vont mûrir en même temps. Le collecteur d'impôts peut faire surveiller les cultures et savoir quand sera la moisson et ainsi calculer les rendements et le taux d'imposition. De plus, si l'armée du collecteur d'impôts arrive juste avant la moisson, ils peuvent donc confisquer autant qu'ils le désirent de la récolte. Ce type de culture est facile à contrôler et à s'approprier, contrairement à d'autres cultures souterraines. Le grain est aussi plus facile à transporter et se stocke sans grande perte. **Pour un Colbert en herbe, on peut difficilement faire mieux que le riz d'irrigation pour faire prospérer un État.**

C'est pourquoi tous les proto-États puis États du Sud-Est asiatique se trouvent dans les zones propices à cette culture.

[...]

L'État malais des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles pourrait très bien être appelé, tout comme la ligue hanséatique, une coalition changeante de ports de commerce.

[...] *La construction Étatique précoloniale d'Asie du Sud-Est a été sévèrement contrainte par la géographie. [...]*

La condition nécessaire mais non suffisante pour la montée d'un État substantiel fut l'existence d'une vaste plaine alluviale propice à la culture du riz d'irrigation et donc capable de soutenir une forte densité de population.

[...] *Le dénominateur de tels États a été créé près des voies navigables, mais au-dessus des plaines d'inondation où des sources d'eau rendaient l'irrigation et a culture possible.*

[...] [À l'inverse] la présence physique et coercitive de l'État dans les plateaux et collines reculés ne fut qu'épisodique, souvent au point de son évaporation pure et simple. De telles zones représentaient une superbe zone refuge pour ceux qui y vivaient ou décidaient de s'y rendre. [...]

Chapitre 3

Concentrer la main d'œuvre et le grain, l'esclavage et le riz d'irrigation

La concentration de la main d'œuvre était la clef du pouvoir politique dans l'Asie du Sud-Est prémoderne. Ce fut le premier principe de la formation de l'État et le mantra de virtuellement toute histoire de royaume précolonial.

[...] Dans sa version la plus brute, la formule peut se présenter ainsi : la suprématie militaire et politique demande un accès supérieur à une main d'œuvre de proximité. Une main d'œuvre concentrée n'est à son tour possible que dans une agriculture compacte et sédentaire et de telles concentrations agro-écologiques ne sont possibles, avant le XX^{ème} siècle, qu'avec le riz d'irrigation en Asie du Sud-Est.

[...] Cela vaut bien ici de rappeler que les systèmes politiques de l'antiquité classique européenne furent, manifestement, des systèmes coercitifs. Athènes et Sparte, nous dit Thucydide, n'ont pas combattu pour une idéologie ou leur ethnie mais pour le tribut. Ce tribut se mesurait en grain par-dessus tout, en main d'œuvre. La population d'une ville vaincue était très rarement massacrée, mais ses citoyens et ses esclaves étaient plutôt ramenés en captivité par les vainqueurs et par les soldats qui les avaient capturés. Si leurs maisons et leurs champs étaient détruits et brûlés, c'était surtout pour que les prisonniers n'aient plus rien à s'en retourner. La commodité majeure la plus échangeable sur la mer Égée, qui avait encore plus de valeur que le grain, que l'huile d'olive ou le vin étaient les esclaves. Athènes et Sparte étaient toutes deux des cités-États, des sociétés esclavagistes, bien qu'à Sparte, qui était bien plus agricole, les esclaves comptaient pour près de 80% de la population. Dans la Rome impériale, la commodité la plus importante transportée le long des routes étaient les esclaves, ils étaient achetés et vendus sous couvert d'un monopole du gouvernement.

[...]

Dans le cas de la culture du riz d'irrigation, les cultivateurs étaient liés au même rythme de production. Ils dépendaient des mêmes sources d'eau ou du moins sources comparables, ils plantaient, transplantaient, désherbaient, coupaient et battaient leur récolte en gros en même temps et de la même manière. Pour le générateur du cadastre, cette cartographie de l'impôt, la

situation est quasi idéale. La plupart de la valeur des champs pouvaient être calibrées de la même manière métrique, chaque récolte était à la fois compressée dans le temps et n'impliquait qu'une seule commodité : le riz, la cartographie et l'enregistrement des rizières étaient simples et utiles, bien que faire une cartographie de la propriété des lopins pouvaient s'avérer fastidieux.



[...] Un euphémisme chinois du XVII^{ème} siècle disait que l'incorporation dans l'espace Étatique était en fait "entrer dans la carte". Cela voulait dire devenir un sujet de l'empereur, lui proclamant loyauté et menait l'intéressé sur le chemin d'un voyage qui aux yeux du moins de l'État Han, le mènerait vers l'assimilation. Par-dessus tout, devenir un agriculteur sédentaire et quitter la vie nomade voulait dire devenir un foyer qui maintenant figurait sur les listes des imposables.

[...]

Chapitre 4

La civilisation et le paria

L'établissement permanent des populations sur zone est, avec la perception des impôts, le plus vieil acte commis par l'État. Ceci a toujours été bien entendu accompagné d'un discours civilisateur dans lequel il est toujours dit que ceux qui se sont fixés sur la terre sont présumés avoir élevé leur niveau culturel et moral. Bien que la rhétorique impérialiste puisse parler de manière non-consciente de "civiliser" et de "christianiser" les païens nomades, de tels termes résonnent comme archaïques et provinciaux à une oreille moderne, ou comme des euphémismes pour les méthodes brutales employées. Et pourtant si on y substitue les noms "développement, progrès et modernisation", il devient alors apparent que le projet est toujours bel et bien d'actualité sous un nouveau drapeau.

Ce qui est fascinant avec le discours civilisateur c'est son constant pouvoir de conviction. Il survit au-delà de notre conscience de savoir que les gens ont bougé pendant des millénaires et ont traversé dans les deux sens cette membrane semi-perméable qui sépare le "civilisé" du "non-civilisé" ou du "pas encore civilisé" (NdT : ce que pense les anthropologues structuralistes par exemple...). Il survit malgré l'existence pérenne de sociétés qui occupent une position intermédiaire socialement et culturellement entre les deux sphères présumées. Il survit malgré la preuve massive d'emprunt et d'échange culturel dans les deux directions et il survit malgré une intégration économique pilotée par la complémentarité qui fait de ces deux sphères une seule unité économique.

La plupart du contenu de ce qui veut dire "être civilisé", être "Han", être un bon "Thaï" ou "Birman" est épuisé en étant sujet d'un État complètement incorporé, enregistré et imposé. Être "non-civilisé" par contraste est souvent le contraire : vivre hors des limites de l'État.

[...] Ainsi, l'idée même de l'État classique, loin d'être une élaboration organique du concept indigène de la règle, était, comme l'État-nation moderne, largement une importation politico-culturelle.

[...] Si vivre à hautes élévations était codé “barbare” par l’État de la riziculture, il en allait de même de la mobilité physique et de la dispersion. Une fois de plus, il y a ici un fort parallèle avec l’histoire du monde méditerranéen. Les États chrétiens et musulmans regardaient les gens de la montagne et les nomades, précisément ceux qui avaient échappé à l’emprise de l’État, comme des païens et des barbares. Le prophète Mohammed lui-même avait dit le plus clairement possible que les nomades qui se convertissaient à l’islam devaient, comme condition de leur conversion, se sédentariser ou promettre de le faire. L’islam était la foi d’une élite sédentaire et il était considéré qu’on ne pouvait pas être un bon musulman sans être sédentarisé. Les bédouins étaient vus comme des “gens sauvages”, à l’opposé précisément des gens de la Mecque, qui représentait l’idéal urbain. **En termes de civilisation, le nomadisme était à l’État arabe ce que l’élévation géographique était à l’État de la riziculture.**

[...] Un tel stigmatisme a aussi été appliqué aux sujets de l’État en occident tout comme en Asie du Sud-Est, même si faisant partie ethniquement et religieusement de la société dominante qui n’a pas de résidence permanente : ces gens étaient communément appelés des errants, des vagabonds, des sans-abris, des clochards, des mendiants. Ainsi Aristote pensait que l’Homme était par nature un citoyen de la cité (polis) et que les gens qui choisissaient volontairement de ne pas appartenir à une telle communauté (apolis), étaient par définition, indignes de quelque considération que ce soit.

[...] Pour les États chinois, birman et siamois (thaï), certains modes de subsistance et niches agro-écologiques dans lesquelles ils étaient pratiqués étaient invariablement qualifiés de barbares. La chasse, la cueillette et la culture rotative sur brûlis étaient nécessairement pratiquées dans les forêts, ceci en soi, était en dehors de la norme. Ainsi par exemple, un texte chinois datant du XVII^{ème} siècle décrit le peuple Lahu du Yunnan comme “un peuple des montagnes, des forêts et des ruisseaux”. Le texte affirme qu’ils mangent tout ce qu’il trouve cru et n’enterrent pas leurs morts, les comparant à des singes et des primates.

[...] Ainsi donc, se “civiliser”, du point de vue de la vallée, n’est pas différent que de devenir Han, Thaï ou Birman et donc par définition, “entrer dans la

carte” et devenir incorporé en tant que sujet d’un État. Rester hors de l’État est aussi codifié comme “non-civilisé”.

[...] Bien des royaumes importants de l’Asie du Sud-Est précoloniale étaient incroyablement dépendants pour leur prospérité, de l’exportation de produits en provenance des collines. Ainsi, la première mission de commerce vers Pékin du roi du Siam Rama I (Chulalongkorn) en 1784, calculée et mise en place pour épater les Chinois, incluait des produits de luxe produits presque exclusivement par les peuples des collines, notamment les Karen.

*[...] De fait, les marchés de la vallée suppléaient tout autant les peuples des plateaux en produits introuvables dans les hauteurs (sel, poisson séché et outils en métal etc...) que les marchés des collines suppléaient les vallées.
[...]*

Il s’ensuit que ceux qui bougent au-delà de la portée de l’État, traversent en cela la limite conceptuelle entre la civilisation et la barbarie. De même, ceux qui quittent les États pour la périphérie entrent dans une zone ethnique définitive.

Historiquement parlant, le processus de devenir barbare est en fait assez commun. À certains moments de l’histoire ce fut bien plus commun que d’entrer dans le monde “civilisé”. Par exemple dès le IX^{ème} siècle, des officiels de l’État chinois rapportent qu’un peuple appelé Shang dans le Sud-Ouest de la Chine avait été au préalable Han, mais s’était au fil du temps, graduellement intégré comme “barbares occidentaux”. Aussi, le peuple qui devint connu par la suite sous le nom de Shan Yue et donc “groupe ethnique barbare”, était en première instance peuple Min qui avait fui l’État et ses impôts.

[...] Un fonctionnaire espagnol du milieu du XVII^{ème} siècle décrit la population des collines de la rivière Chico aux Philippines en termes qui à la fois stigmatisent leur non-appartenance à l’État mais aussi trahit un soupçon d’envie et de respect : “Ils sont si libres, si indépendants de tout dieu ou loi, sans roi ou quelque autre figure à respecter, qu’ils s’abandonnent librement à leurs désirs et à leurs passions.” Ce qui passe aux yeux des responsables des vallées comme déplorable, rétrograde et archaïque, peut bien

pour ceux stigmatisés de la sorte, représenter un espace politique d'autogouvernement, de mobilité et de liberté vis à vis de l'imposition.

[...] Aussi, au plus "forte" est la société "barbare", et au plus de chance elle a d'agir aussi en prédateur des espaces Étatiques voisins, là où réside une grande concentration de richesse, de grain, de produits variés et d'esclaves.

[...] Ainsi, tout comme ses contreparties de l'État Han chinois et des États d'Asie du Sud-Est, les Romains établirent un fétichisme de la chefferie barbare. À chaque fois que cela fut possible, ils créèrent et promurent des distinctions ethniques plus ou moins arbitraires et nommèrent eux-mêmes des "chefs" qu'ils reconnaissaient et avec qui ils traitaient, un "chef" unique qui devenait un tant soit peu le vecteur local de l'autorité romaine et qui était tenu pour responsable de la bonne conduite de "son" peuple.

***Note de R71 :** C'est de cette façon qu'ont procédé toutes les forces coloniales qui se sont succédées dans l'histoire. Aujourd'hui, il suffit de regarder les conseils de bandes (Canada) et de tribus (USA), outils de gestion coloniale des nations autochtones, mis en place par les gouvernements/entreprises coloniales de ces deux entités pour voir que cela continue de nos jours. Ces conseils foie jaune sont les marionnettes du système colonial et n'agissent que sur ordre de leurs maîtres et ne rendent de compte qu'à leur maîtres colons, qui en échangeant des services rendus, engraisent les "chefs élus" de ce système pervers et corrompu. Ces conseils sont dénoncés depuis leur création par la société traditionnelle autochtone qui ne reconnaît pas leur pseudo-pouvoir. Que sont les gouvernements "postcoloniaux" africains, si ce n'est des marionnettes agissant dans l'intérêt de leurs anciens maîtres ?*

Il en allait donc de même dans l'antiquité européenne et asiatique. L'occident colonial n'a fait qu'adapter une technique ancienne de contrôle à la technologie moderne.

Les peuples ainsi codifiés étaient de la même façon classés sur une échelle d'évolution de civilisation.

Les Celtes, plus proches du pouvoir romain en Gaule, un conglomérat de peuples sans État culturellement distincts ayant des villes fortifiées et une

forte agriculture, étaient comparables à ce que les Chinois appelaient les barbares “cuits” (en voie de “civilisation”). Ceux qui vivaient au-delà du Rhin, peuples variés germains, étaient quant à eux des barbares “crus”, la pire des espèces pour les Romains et les très mobiles Huns entre Rome et la Mer Noire étaient classés comme les plus crus de tous les barbares “crus”.

Dans la province romaine de Grande-Bretagne, les Pictes qui vivaient au-delà du “mur d’Adrien”, étaient aussi les plus crus d’entre les crus ou, selon la perspective de chacun : les derniers des hommes libres.

Une fois de plus, le positionnement vis à vis de la règle impériale était un marqueur crucial du degré de civilisation des peuples. Les barbares “cuits” ou administrés dans les provinces romaines avaient perdu leurs vocables ethniques alors qu’ils devenaient imposables et sujets à la conscription militaire comme les fermiers. Tous ceux vivant dans cette sphère se retrouvaient automatiquement ethniquement étiquetés, sous la coupe de “chefs” imposés et rendus responsables du tribut (obsequium), différent de l’impôt, spécifiquement s’ils étaient vus comme des gens ne cultivant pas de grain. Le lien entre la règle romaine directe et le statut de “barbare” est évident dans ces cas de “provinciaux” s’étant rebellés contre la règle de Rome.

[...] L’appel de la “barbarie”, celui de résider en dehors de la zone d’influence de l’État, sans parler du refus de la civilisation, n’a aucune place logique dans les narratifs officiels de l’État des quatre civilisations majeures qui nous concernent ici : la Chinoise-Han, la Vietnamiennne, la Birmane et la Siamoise (thaïlandaise). Toutes sont préconçues sur l’irrévocable assimilation et ce à sens unique. Dans le cas des Han par exemple, les termes utilisés de “cuits” ou de “crus” pour désigner les “barbares, impliquent le principe même d’irréversibilité, car en effet on ne peut pas “décuire” une viande quand elle a été cuite, de la même manière ne peut-on pas passer en retour de la “barbarie cuite”, c’est à dire administrée, à la “barbarie crue”. Par contre une viande cuite peut quand même ne plus être bonne ! Dans la perspective du narratif Étatique, il n’y a pas de trafic à deux sens, seulement à sens unique, pas de retour possible donc.

[...] Pourtant, avant la victoire décisive des Han sur les Yao au milieu du XV^{ème} siècle, il apparaît que “le peuple Han était essentiellement en train de tourner non-Han plutôt que l’inverse...”

Chapitre 5

Garder l'État à distance, peupler les hauts-plateaux et les collines

“La pagode est terminée, le pays est ruiné” (Proverbe birman)

[...] Si nous adoptons une vision à très long terme, et quand je dis “long”, je veux dire de l'ordre de 1500 à 2000 ans, il est alors parfaitement sensé de mieux voir les peuples actuels des collines et des plateaux comme étant les descendants d'un long processus de reniement, comme le résultat de la fuite des peuples loin des projets de création Étatique se déroulant dans les vallées. Leurs pratiques agricoles, leur organisation sociale, leurs structures de gouvernance, leurs légendes et leur organisation culturelle portent en général de fortes traces de leur évasion de l'État ou montrent des pratiques de distanciation marquées vis à vis de l'État.

Cette vision jusqu'à récemment, des hauts-plateaux peuplés par une migration s'échappant de l'État est en contraste direct avec l'ancienne vision qui fait toujours partie des croyances des gens des vallées. Cette ancienne vue regardait les peuples des collines et des plateaux comme une population aborigène qui avait échoué dans son entreprise, quel que soit la raison, de passer à une transition vers un mode de vie plus civilisé et plus spécifiquement ayant échoué à se sédentariser et à cultiver le riz d'irrigation, à adopter la religion des basses terres et à être les sujets ou citoyens, donc les membres, d'une communauté politique. Les peuples des collines étaient une population demeurant inexorablement étrangère vivant dans une sorte de marais culturel d'altitude et donc dans l'impossibilité d'être de possibles sujets d'une avancée culturelle quelconque. Du point de vue plus “charitable” qui prévaut aujourd'hui, il est dit que ces populations furent “laissées pour compte”, “abandonnées” à leur sort, culturellement et matériellement et qu'elles doivent donc faire l'objet d'efforts incessants pour les intégrer dans les communautés Étatiques des États-nations concernés.

Si, au contraire, la population de Zomia est plus correctement regardée comme un nœud de populations complexes qui ont, à un moment ou un autre, choisi de rester hors de portée facile des puissances Étatiques, alors

la séquence évolutionniste prônée par la vieille vision de l'affaire devient totalement intenable. L'appartenance aux collines devient largement un État de fait, le trait de caractère définissant une société faite par ceux qui ont, pour quelque raison que ce soit, quitter le monde du pouvoir direct de l'État. Ainsi, une telle vision des peuples des plateaux étant des sociétés repoussant l'État, voire même étant des sociétés contre l'État (NdT : cf. Pierre Clastres...) donnent plus de sens aux pratiques agricoles, valeurs culturelles et structures sociales de ces peuples des plateaux,

[...] Ainsi la montée en puissance d'État de la riziculture dans les vallées ayant une supériorité démographique et militaire sur les plus petites sociétés alentours mena à un double processus d'absorption et d'assimilation d'un côté et de rejet et de fuite de l'autre. Ceux qui furent absorbés y laissèrent leur identité et disparurent en tant que société distincte. Ceux qui fuirent eurent tendance à partir vers des zones plus reculées, des sanctuaires culturels souvent en plus haute altitude. Il y eut fluctuation. Ainsi dans les périodes de paix dynastiques et d'expansion commerciale, ceci eut un effet positif sur la taille des États. Le narratif standard du "processus de civilisation" même s'il ne fut pas si rose que souvent dépeint, peut être vu comme une caractéristique de ces périodes. Mais en temps de guerre, de gros problèmes agricoles avec des moissons déficientes menant à des famines, l'écrasement par les impôts et autres taxes diverses, la contraction économique ou la conquête militaire, alors les avantages d'existence en dehors des vallées se faisaient bien sentir et attiraient plus de personnes. Ainsi le reflux des populations des vallées dans ces zones le plus souvent d'altitude, où le terrain offrait une protection, un asile des conditions de vie misérables dans l'État, a joué un rôle capital dans le peuplement de Zomia et dans la construction sociale de sociétés contre l'État. Des migrations de cette sorte se sont produites à la fois à petite et à grande échelle au cours des deux derniers millénaires, avec chaque nouvelle impulsion migratoire rencontrant ceux qui avaient précédemment fuit et étaient établis de longue date dans les collines. Le processus de conflit, d'amalgame et de reformulation identitaire dans cet



espace libre de gouvernance coercitive est responsable en grande partie de la diversité et complexité ethnique de Zomia. Parce que ce processus ne trouva aucune place légitime de validation dans les textes représentatifs des vallées, ce processus fut de fait très rarement documenté. L'ignorer était en fait la chose la plus commune jusqu'au XX^{ème} siècle. Ce processus continue de nos jours même si c'est à plus petite échelle.

Un État plus que tous les autres fut la force propulsive du mouvement d'une multitude de peuples et l'absorption d'autres. Depuis au moins l'expansion de la dynastie des Han vers le Sud du Yang Tsé (202 AEC ~ 220 EC), lorsque l'État chinois devint un grand empire agricole et continuant jusqu'à la dynastie Qing et ses successeurs, la république puis la république populaire, les populations cherchant à s'évader de l'incorporation à l'État chinois se sont déplacer vers le Sud, l'Ouest et le Sud-Ouest, vers Zomia : Yunnan, Guizhou et Guanxi et vers l'Asie du Sud-Est à proprement parler. D'autres États de riziculture s'établirent plus tard et posèrent occasionnellement un obstacle stratégique à l'expansion chinoise. À cet égard, les États birman, siamois, trinh et tibétain furent les plus importants. [...] Ces États furent des machines à absorber les populations pour la main d'œuvre mais ils furent tout aussi bien des catalyseurs de la fuite de populations vers des zones libres, celles des collines et des hauts-plateaux qui constituèrent la frontière "barbare" de ces États.

Comme l'a observé Jean Michaud : "À bien des égards, les montagnards peuvent être vus comme des réfugiés déplacés par la guerre et qui choisirent de demeurer hors de portée du contrôle direct de l'autorité Étatique, qui cherchait à contrôler le travail, la production, à imposer, taxer les ressources productives et sécuriser son accès à la population parmi laquelle elle pouvait recruter des soldats, des serviteurs, des concubines et des esclaves. Ceci implique le fait que les montagnards ont toujours été en fuite." L'observation de Michaud peut nous donner une puissante focale avec laquelle observer, analyser et comprendre les populations de Zomia comme étant de fait une vaste périphérie résistant à l'État et à ses contraintes.

[Note de R71 : dans le reste du chapitre, Scott catalogue les zones similaires à Zomia existant dans le monde, description qui nous mène des Philippines à l'Amérique du Sud en passant par le Mexique, puis revient à l'expansion de l'État Han en Chine... Lire le livre complet pour ces détails passionnants.]

[...] Alors que le royaume des Han s'étendait au-delà de ses frontières d'origine du cœur des terres non rizicoles de la zone du Yang Tsé Kiang, il s'étendit vers de nouvelles zones de rizicultures dans les bassins du Yang Tsé et de la rivière Perle ainsi qu'à l'Ouest le long des rivières et dans les plaines. Les populations vivant dans ces zones d'expansion Han avaient trois choix : assimilation et absorption, rébellion, ou fuite (souvent après avoir résisté). De fait les révoltes se sont produites dans les zones où l'expansion des Han était la plus aigüe.

[...] La poussée sporadique mais inexorable de l'expansion de l'État Han pendant près de deux millénaires et de l'installation des colons Han en Zomia a sûrement été le plus grand processus historique responsable de la fuite des peuples dans les collines. Mais ça n'a pas été la seule dynamique à l'œuvre. La mise en mouvement d'autres États comme les États de Pyu, Pegu, Nan Chao, Chiang Mai et des États variés birmans et thaïs a aussi mis en mouvement bien des gens et contribué à la croissance démographique de Zomia. Les gens furent les mêmes calamités liées à tout État : l'impôt, les guerres, la conscription, les corvées.

[...] De fait, toutes les preuves amassés suggèrent que les déplacements et migrations précoloniaux furent la règle et non pas l'exception. [...] L'anthropologue J.G. Scott voit la région de Zomia comme un asile politique et économique et je pense qu'il a substantiellement raison.

[...] Il est ainsi utile ici de rappeler que la définition pratique d'être le sujet d'un royaume n'impliquait pas tant une condition ethnique mais bien plus à la condition civile/civique d'être soumis à l'impôt et à la corvée. Poussés dans leurs derniers retranchements, les sujets avaient plusieurs choix, mais le plus communément choisi était celui de s'évader du service de la couronne, ce qui coûtait le plus cher à devenir un "sujet" d'un notable ou d'une autorité religieuse, qui tous entraient en compétition pour la main d'œuvre.

“Nous sommes comme des fourmis, fuyant les problèmes vers un endroit plus sûr. Nous avons tout laissé derrière nous pour plus de sécurité.”
(villageois Mon, fuyant la Thaïlande, 1995)

Le fait est que l'État fait la guerre et la guerre produit massivement des migrants. Les guerres d'Asie du Sud-Est eurent les mêmes effets qu'ailleurs.

Note de R71 : Scott décrit ici les guerres auxquelles se livrèrent les royaumes birman et siamois entre eux et les conséquences sur les populations fuyant les pillages, la conscription et l'impôt. Épisodes historiques passionnants à lire dans le livre.

[...] Alors que Zomia devenait un refuge pour les rebelles des basses terres et les armées vaincues, elle devint aussi un asile pour les sectes religieuses bannies. [...] Ainsi le pluralisme rejeté des vallées peut être trouvé à profusion dans les collines et hauts-plateaux, des éclats qui nous disent ce que les royaumes des basses terres ont bouté des vallées et ce qu'ils, en d'autres circonstances, auraient pu devenir.

La fréquence avec laquelle les périphéries des États : montagnes, déserts, denses forêts, sont devenus fortement associés avec la dissidence religieuse est trop commune pour pouvoir être ignorée. La frontière cosaque de la Russie tsariste fut notoire non seulement pour ses structures sociales égalitaires, mais aussi pour être un bastion des vieux croyants dont les doctrines jouèrent un rôle important dans les massives révoltes de Razin et de Pougatchev. La Suisse a longtemps été marquée de l'hétérodoxie religieuse et de l'égalitarisme. De manière générale, les Alpes étaient vues par le Vatican comme le berceau de l'hérésie.

[...] Ainsi on a pu noter que les Berbères des montagnes ont souvent reformulé leur contestation religieuse en opposition implicite des dirigeants voisins : lorsque les Romains qui contrôlaient la province d' "Ifriqiya" (Africa/Afrique) se christianisèrent. Les Berbères des hauts-plateaux qu'ils ne subjuguèrent jamais totalement, devinrent chrétiens, mais des hérétiques donatistes et ariens afin de rester différents et de maintenir leur distance

avec l'église de Rome. Lorsque l'Islam balaya la zone, les Berbères devinrent musulmans, mais très tôt exprimèrent leur désaccord avec l'inégalité faite entre les musulmans arabes et leur règle en devenant des hérétiques Kharijites. Quelque chose de similaire se produisit dans une dissidence islamique dans les montagnes de l'Hindu Kush en Afghanistan. Tandis que les centres agraires des vallées étaient essentiellement sunnites, les peuples des collines adjacentes étaient largement d'une secte Imami (variante du chiisme) et les peuples plus reculés des montagnes devinrent des croyants ismaili.

[...]

La culture sédentaire du grain et la mise en place de cheptels d'animaux domestiqués comme les cochons, poulets, canards, oies, bovins, ovins, chevaux etc., ont clairement constitué un grand facteur du passage de maladies infectieuses de l'animal à l'homme. La vaste majorité des maladies épidémiques dont nous avons souffert et souffrons toujours comme la variole, la grippe, la tuberculose, la peste, la varicelle et le choléra, sont des maladies d'origine animale et qui ont muté et ont été transmises à l'homme au cours de la relation développée au travers de l'élevage. À cet effet, la promiscuité est cruciale. La concentration à la fois d'êtres humains et d'animaux domestiques rend "obligatoire" les miasmes qui vont de pair comme les rats, les souris, les tiques, les moustiques, les puces et autres parasites, augmentant les facteurs de transmission. Ainsi le taux de mortalité dans les villes européennes alla croissant jusqu'au développement de l'hygiène publique dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Il n'y a aucune raison de penser que les villes de l'Asie du Sud-Est furent plus salubres. Ces maladies peuvent être appelées les "maladies de la civilisation", elles apparaissent dans les archives historiques avec les centres céréaliers et les grandes concentrations de faune, de flore et d'insectes variés.

[...]

Les autoportraits dynastiques des États de la riziculture précoloniaux en Asie du Sud-Est et des dynasties Ming et Qing en Chine sont, de sources officielles, toujours représentés comme des rassemblements somme toute bénins de gens. Des administrateurs sages et éclairés guidant des gens simples et rudes vers des centres monarchiques éduqués, bouddhistes ou confucianistes dans lesquels la culture sédentaire du riz d'irrigation et l'intégration en tant que sujets, marquent le succès de la civilisation. Comme

toutes les autoreprésentations idéologiques, l'idéal hégélien qu'elles dépeignent semble, comme le terme de "pacification" utilisé lors de la guerre du Vietnam, être une cruelle parodie de l'expérience vécue, spécifiquement dans les zones reculées.

Oublions pour le moment dans quel sens ce mot de "civilisation" pourrait bien être compris, pour dire que cet autoportrait est faux à double titre.

En premier lieu, le processus du rassemblement de ces gens fut tout ce qu'on veut sauf bénin, il ne fut pas un voyage volontaire vers la "civilisation". **La vaste majorité de la population des centres Étatiques était captive, prise en masse comme butin de guerre et ramenée de force, voire achetée après des expéditions esclavagistes** qui vendaient à l'État ce dont il avait le plus besoin : la main d'œuvre.

[...] **La seconde omission** de cet autoportrait est la preuve intangible de la fuite des gens du cœur de l'État. Reconnaitre ce fait, reviendrait bien entendu à contredire le discours Étatique officiel, car pourquoi diable des gens voudraient-ils fuir l'État et se "rendre chez les barbares" ? Cela n'a (officiellement) aucun sens. **Pourtant, pendant bien plus d'un millénaire, il est très clair que cela était aussi commun pour les gens de fuir l'État que de s'en rapprocher.** Le processus de fuite était très régulier et produisait de vastes oscillations entre le vidage des États de riziculture de leur population à leur remplissage.

[...] Ainsi, l'exode de masse, souvent couplé avec des rébellions et des actes de banditisme, ponctuèrent l'histoire précoloniale de la plupart des États d'Asie du Sud-Est (Birmanie, Siam, Vietnam, Malaisie). [...] Lorsque des rébellions étaient écrasées, beaucoup fuyaient dans les collines pour éviter l'incorporation et ceux menacés par les expéditions esclavagistes s'enfonçaient encore plus loin dans les collines et les forêts. Durant les invasions mongoles du XIII^{ème} au XV^{ème} siècle, tout le Nord de la Birmanie fit l'expérience du chaos, de la ruine, de la famine et de la destruction, ainsi de larges portions de la population quittèrent les zones traditionnelles pour trouver dans les plateaux de véritables enclaves de sécurité.

[...]

Ainsi, la continuité, le sens, d'un peuple comme les Hmong par exemple, peut se situer plus fortement dans une histoire partagée de rébellion et de fuite que dans toute affirmation de liens ancestraux présumés. Ceci peut aussi s'appliquer à bon nombre de peuples de Zomia. Les Wa, Akha, Lahu, Lisu, Khamu, Palaung, Padaung, Lamet et certains Karen semblent partager une histoire dans laquelle, souvent après une rébellion, certains restèrent en arrière et d'autres s'enfuirent hors de portée des États tout en absorbant d'autres personnes le long de la route, d'autres migrants.

[...] Le cas le plus élaboré de ce qu'on pourrait appeler "fuite de l'État en tant qu'identité" est celui du peuple Akha décrit dans le travail de recherche de Leo Alting von Geusau. Peuple de quelques 2,5 millions d'individus, incluant des Han (Ha Nhi) dans le Nord du Vietnam, les Akha parlent une langue tibéto-birmane et furent considérés dans le passé être parmi "l'os noir" (raw, sheng), Yi-Lolo. Aujourd'hui, ils se trouvent dans le Sud de la province du Yunnan (Sip Song Phan Na) et dans les zones adjacentes du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande ces deux derniers siècles ils ont été repoussés toujours plus vers le Sud à cause des guerres, de la mise en esclavage et la recherche de nouvelles zones de forêt à défricher pour leurs cultures rotatives sur brûlis. Les deux royaumes de basses terres avec lesquels ils ont été en contact sont celui des Han et des Tai, bien que les Han aient laissé une plus grosse impression et plus de traces dans leurs pratiques culturelles et leurs croyances.

Ce qui est très important pour nos objectifs est que **le peuple Akha conserve une généalogie élaborée et raconte leur histoire par la voix de bardes ou phima**. Pas mal de cette histoire peut semble-t-il être documentée. Mais documentée ou pas. Cette histoire orale est le diagnostic d'un peuple pour qui la fuite et le fait de demeurer hors de l'État sont des caractéristiques qui les définissent. Ils étaient originellement un peuple des collines qui graduellement descendit dans la vallée et s'adonna à la culture du riz d'irrigation, sans toutefois être les sujets d'un État. Puis, dans le Sud du Yunnan, des groupes de guerriers Tai arrivèrent comme porteurs de l'État, absorbant quelques Akha tout en repoussant le reste dans les collines avec le peuple Palaung et d'autres. Von Geusau affirme que ceci est concordant avec l'établissement de la première cité-État (muang) par le guerrier Tai-Lue Ba

Zhen à la fin du XII^{ème} siècle, chassant beaucoup des habitants originaux dans les hauteurs avoisinantes. Ceci fut suivi des invasions mongoles, de la dynastie Yuan au milieu du XIII^{ème} siècle et de l'expansion du pouvoir de l'État dans cette région. Depuis ce moment, les Akha se sont regardés comme un peuple échappant aux contraintes de l'État, choisissant leur endroit de subsistance et leurs routines de mode de vie de façon à "ne pas être accessibles aux soldats, aux bandits et aux collecteurs d'impôts". Ils ne sont pas demeurés génétiquement isolés malgré leur fuite. Utilisant des règles très flexibles d'adoption et de généalogies créatives, ils ont d'après Von Geusau, absorbé des Tai et des Han tout aussi bien que des éléments d'autres peuples des collines comme les Lahu, les Palaung, les Khamu et les Wa.

La fuite et le non-Étatisme des Akha sont codés normalement dans leur cosmologie et leur histoire. [...] Ainsi, les Akha insistent sur le fait qu'ils ne croient pas en un dieu supérieur et que de manière générale, ils ne baissent la tête devant personne. Il est de fait assez difficile de trouver un peuple dont la tradition orale, l'histoire, les pratiques et la cosmologie représente un plus compréhensif rejet de tout État et de toute forme de hiérarchie permanente.

Chapitre 6

Évasion de l'État, prévention de l'État

Culture et agriculture de l'évasion

Imaginez une fois de plus que cette fois vous êtes la contrepartie de JB Colbert en Asie du Sud-Est. Votre tâche n'est pas d'établir un espace Étatique idéal pour l'appropriation, mais plutôt son opposé. Comment créeriez-vous une topographie, une stratégie de subsistance et une structure sociale qui seraient aussi résistantes que possible à la formation d'un État et de toute stratégie d'appropriation ?

La plupart de ce que vous feriez serait je le pense, à l'inverse de la manière dont l'État de riziculture fut créé. À la place d'un endroit plat, fait de plaines alluviales (arables), vous voudriez un terrain rugueux rendant son

accès difficile. Au lieu de céréales produites de manière concentrée et mûrissant en même temps, vous donneriez la préférence à un type de culture diversifié, dispersé, rotatif et plus axé sur la culture de tubercules (pommes de terre, patates douces, cassave (manioc) etc...) dont la maturation est hétéroclite et qui peuvent se conserver très longtemps sous terre. Au lieu d'un habitat sédentaire permanent, vous favoriseriez un habitat mobile, éparpillé et une structure sociale fluide, acéphale, non centralisée, facilement

recombinable et fusionnant à souhait.

Grosso modo, c'est exactement ce qu'on trouve dans les peuples et leurs structures dans Zomia. Un non-système, repoussant l'État et rendant impossible sa naissance en son sein.

[...] Ces sociétés des collines et des hauts-plateaux en ce sens, ne sont pas seulement des repoussoirs à État mais sont aussi de manière générale résistante à tout système d'appropriation.



[...] L'inaccessibilité et la dispersion sont les ennemies de l'appropriation et pour une armée en marche, comme pour un État, l'appropriation est la clé même de la survie. [...] Ainsi le principe premier de l'évasion est la géolocalisation. [...] D'un long point de vue historique, la localisation à la périphérie du pouvoir de l'État doit être traitée comme un choix social et non pas comme un acquis culturel ou écologique.

[...] Le second principe de l'évasion est la mobilité : la faculté de changer d'endroit. L'inaccessibilité à une société est amplifiée si, en plus d'être localisée à la périphérie du pouvoir d'État, elle peut facilement passer vers des endroits plus éloignés et plus avantageux. [...] De fait, les nomades pastoraux rassemblés en confédération "tribales" ont souvent posé les plus gros problèmes militaires aux États céréaliers sédentaires. Ce qui est le plus important sont les stratégies d'évasion et d'évitement en relation avec l'État, rendues possibles par le nomadisme.

[...]

L'anthropologue français Pierre Clastres fut le premier à argumenter et à montrer que ce qu'on appelle des "tribus" de chasseurs-cueilleurs d'Amérique du Sud, loin d'être des laissés pour compte, avaient auparavant vécu dans des formations étatiques et avaient pratiqué l'agriculture à champs fixes, mais ces peuples avaient volontairement abandonné ces activités afin de s'échapper de la subordination que cela impliquait. Ils étaient, argumentait-il, parfaitement capables de produire une plus large économie de surplus et un ordre politique de plus grande envergure, mais ils avaient choisi de rester en dehors de telles structures et donc, à terme, de l'État. Définis de manière péjorative par les Espagnols comme des peuples "sans dieu, ni loi, ni roi" (à l'encontre des Incas, Mayas et Aztèques), ces peuples étaient, dans l'analyse de Clastres, des peuples ayant choisi de vivre dans un ordre social égalitaire avec des chefs n'ayant pas ou très peu de pouvoir.

[...] Clastres examine un bon nombre de peuples qui étaient au préalable sédentaires et qui, menacés par l'esclavage, le travail forcé des corvées, les épidémies, avaient adopté un mode de vie nomade afin de rester en sécurité. Les groupes Tupo-Guarani en particulier étaient clairement des peuples agricoles sédentaires à haute densité de population, qui au XVI^{ème} siècle,

fuirent par dizaines de milliers la triple menace constituée des jésuites et leurs reducciones, des Portugais et des chasseurs d'esclaves métis et leurs intentions de les envoyer dans les plantations de la côte, et finalement les épidémies. Ils apparaissent bien plus tard à l'œil ahistorique comme un peuple archaïque et technologiquement simple, un reste aborigène du passé. Mais en réalité, il s'agit d'un peuple qui s'est adapté à un mode de vie bien plus mobile afin d'échapper à la servitude et à la maladie, ces belles choses que la civilisation avait à offrir.

Il y a une autre communauté ayant échappé au contrôle Étatique dans le nouveau monde, celle des esclaves africains en fuite. Ceux-ci formèrent de fortes communautés au Brésil, en Guyane hollandaise (Surinam) et dans les Caraïbes comme en Jamaïque, à Cuba, au Mexique et à Saint Domingue. Les marécages de Floride de Caroline furent aussi le refuge de telles communautés. Il y a une certaine similitude entre ce cas et celui de certains peuples d'Asie du Sud-Est.

[...] La grande importance de l'esclavage dans la création et le développement de l'État est la preuve que la coercition fut requise pour capturer les cultivateurs de l'agriculture mobile et rotative pour les transférer dans les rizières demandant toujours plus de main d'œuvre du fait de l'intensité croissante du travail. De là, ces fermiers nouvellement acquis pouvaient aussi être taxés et abusés pour des corvées diverses.

[...] Ainsi, choisir l'agriculture des plateaux, c'est choisir une vie socio-politique en dehors du cadre de l'État. [...] Des cultures particulières ont la caractéristique de les rendre moins propices à l'appropriation. Des produits de culture qui ne peuvent pas être stockés longtemps sans pourrir comme les légumes, les fruits, ou qui ont une faible valeur par unité de poids et de volume comme les courges, citrouilles et autres tubercules. Ces cultures ne paieront pas en retour des efforts des collecteurs de taxes. En général, les racines et les tubercules comme les yams, pommes-de-terre, patates douces et la cassave/manioc/yucca sont des cultures qu'on ne



peut quasiment pas s'approprier. De plus une fois mûr, ces tubercules peuvent rester en toute sécurité dans la terre jusqu'à deux ans et être déterrés juste au besoin. Il n'y a donc pas de grains à saisir, à voler. Si l'armée de votre collecteur d'impôt veut vos pommes de terre par exemple ou vos cassaves, ils devront les sortir de terre une par une et les transporter dans la vallée. Ruinés par de mauvaises récoltes et les confiscations de récoltes à des fins spéculatives par l'armée du gouvernement militaire birman des années 1980, beaucoup de paysans plantèrent secrètement des patates douces, une culture particulièrement interdite parce que trop facile à cacher et impossible à s'approprier.

Les Irlandais du début du XIX^{ème} siècle cultivèrent aussi beaucoup de pommes de terre, pas seulement parce qu'elles produisaient beaucoup plus de calories par lopin de terre cultivé, mais aussi parce qu'elles ne pouvaient pas être confisquées ni les champs brûlés par les occupants anglais. De plus elles étaient plantées dans des lopins butés ce qui rendaient impossible aux cavaliers anglais de galoper dans les champs de pommes de terre pour les détruire sans risquer de blesser leurs montures. Hélas pour les Irlandais, ils n'avaient à leur disposition qu'une très faible proportion de la diversité du patrimoine génétique de la pomme de terre du nouveau monde et durent dépendre pour survivre quasiment que de quelques variétés de pommes de terre et de lait.

La mise en place de cultures de racines et de tubercules et en particulier de la pomme de terre, peut isoler des États ainsi que des sociétés contre l'État contre les prédations des guerres et l'appropriation. Des armées ennemies peuvent bien confisquer ou détruire des champs céréaliers, le cheptel et les cultures maraichères de surface, mais elles sont impuissantes contre la pomme de terre, culture qui fut promue par Frederick William et Frederick II de Prusse. Ce fut la pomme de terre qui donna à la Prusse son invulnérabilité aux invasions étrangères. Alors qu'une population céréalière dont les greniers à grain et les moissons avaient été confisqués ou détruits n'avait pas d'autre choix que de se disperser ou mourir de faim. Une paysannerie planteuse de tubercule pouvait revenir immédiatement après le passage de troupes ennemies et déterrer leur nourriture un repas à la fois si nécessaire...

[...]

Les “cultures d’évasion” peuvent avoir une ou plusieurs caractéristiques facilitant l’évasion des raids des États ou plus simplement de pillards. La plupart du temps ce sont des cultures adaptées à leur environnement qui sont difficiles à cartographier et à contrôler, cultivées dans des terrains escarpés, des marécages, des deltas de fleuves, dans des régions côtières à palétuviers etc. De plus elles sont souvent des cultures qui poussent vite et de manière non synchronisées, demandent peu d’attention une fois plantées, facile à cacher et ont peu de valeur par unité de poids ou de volume ; elles poussent généralement sous terre, elles acquièrent ainsi une plus grande valeur échappatoire. Bon nombre de ces cultures se font en agriculture rotative ce qui augmente leur valeur à ne pas pouvoir être contrôlées.

[...] Amené par les Portugais du nouveau monde en Asie du Sud-Est au X^e^{me} siècle, le maïs (NdT : qui provient de la langue indigène Taino “mahiz”) s’est propagé très rapidement et y est devenu une culture standard à partir du XVII^e^{me} siècle. Dans les années 1930, le maïs comptait pour environ un quart de la cultivation des petits lopins de terre.



Si on voulait créer un grain de l’évasion, on ne pourrait pas faire mieux que le maïs. Il a bien plus d’avantages que le riz sec des collines. Il a plus de calories par unité de travail et unité de terre cultivée, mais en plus ses rendements sont plus élevés et il peut soutenir des conditions climatiques bien plus difficiles. La maïs peut-être planté en conjonction d’autres culture sur le même lopin de terre (NdT : les “trois sœurs” des Amérindiens : sur un petit lopin de terre,

planter en ligne des graines de maïs, dans le même trou mettre une graine de maïs et une graine de haricot/fève. Planter de la citrouille ou du potiron entre les rangs de maïs et vous avez trois récoltes en une : les “trois sœurs” maïs, haricot, potiron. Le maïs pousse, le haricot pousse de concert en s’enroulant autour du maïs comme support, la citrouille pousse entre les rangs. Vous avez là une grande source calorifique d’hydrates de carbone et de protéines végétales produisant des résidus végétaux propices à

l'enrichissement du sol. N'oublions pas qu'il y a plus d'une centaine de variétés naturelles de maïs existant...). Il mûrit vite, peut être utilisé comme nourriture pour animaux domestiques, il se conserve très bien séché et possède une valeur nutritive supérieure au riz sec des collines. Le plus important néanmoins est que le maïs peut-être cultivé en plus haute altitude, sur des terrains plus escarpés, des pentes trop raides ou trop sèches pour le riz sec. Ces grandes vertus du maïs ont permis aux peuples des plateaux de cultiver sur de plus vastes étendues. Ils pouvaient cultiver à plus de 1200m d'altitude le maïs avec peu d'eau. Ainsi le maïs a permis une existence plus autonome en dehors de la riziculture traditionnelle asiatique. L'implantation du maïs a permis aussi une implantation démographique plus sûre dans les collines.

[...]

Le peuple Hmong des hauts plateaux thaïlandais et laotiens ont, ces derniers deux siècles, fuit à la fois la pression militaire exercée par les Han mais aussi le suivi des rébellions échouées contre ces même Han et plus tard, les Français au Tonkin et l'Indochine coloniale. Vivant à des altitudes généralement au-dessus de 1000m, cultivant le maïs, les tubercules, les courges, potirons et le pavot, les Hmong sont un peuple contre l'État. C'est le maïs qui a contribué au succès de leur évasion des influences Étatiques, en effet le riz sec cultivé en collines ne pousse généralement pas au-dessus de 1000m d'altitude, par contre le pavot pousse mieux au-dessus de 900m. Si les Hmong devaient dépendre du riz sec et du pavot comme cultures, il se limiterait à une bande se situant entre 900 et 1000m, ce qui les rendrait plus vulnérables. Avec le maïs, ils peuvent s'étendre sur plus de 300m supérieurs en altitude sans problème, là où le maïs et le pavot s'épanouissent tout en attirant encore moins l'attention de tout État.

La culture championne de l'évasion dans le nouveau monde a sans conteste été la cassave (ou manioc, yucca). Culture qui peut s'étendre des régions côtières jusqu'en altitude, la cassave peut pousser à peu près partout dans des conditions de terre et de climat différentes. Cette culture est tant auto-suffisante qu'il est en fait plus difficile de l'empêcher de pousser de manière sauvage que de la cultiver. C'est un tubercule idéale pour ouvrir de nouvelles terres à la culture, elle est résistante à la sécheresse, elle pousse dans des sols où virtuellement rien d'autres ne pousserait et a très peu d'ennemis naturels

et contrairement aux pommes de terre et aux patates douces, elles attirent bien moins les cochons sauvages et les sangliers. Un seul désavantage, la cassave ne pousse pas à des altitudes similaires que le maïs ou la pomme de terre.

La cassave partage des caractéristiques de culture d'évasion avec d'autres racines et tubercules ; bien qu'elle ne mature pas aussi vite que la patate douce, elle peut rester dans le sol très longtemps (*NdT* : jusqu'à deux voire trois ans) et n'être déterrée que lorsqu'on en a besoin. La combinaison du fait de sa versatilité et de sa résistance en environnement difficile, avec aussi le fait que seule sa partie feuillue de surface puisse être détruite par le feu, a donné à la cassave son nom de "farina de guerra" ou farine de guerre. C'est la culture de prédilection des mouvements de guérilla. Autre avantage de la cassave, une fois récoltée, on peut en faire une sorte de farine (tapioca) qui peut être stockée pour pas mal de temps. Le tubercule et sa farine peuvent être vendues sur un marché et donc rapporter.



Mais le plus gros avantage de la cassave est le fait qu'elle ne demande quasiment pas de main d'œuvre ni d'attention particulière, tout en offrant un très bon retour en terme énergétique. Ainsi un peuple nomade peut planter des champs de cassave, partir et revenir les chercher des mois voire un ou deux ans plus tard... Son feuillage peut aussi être consommé. La cassave permet à son cultivateur d'occuper une excellente niche écologique, bouger pratiquement comme il lui plaît, **ainsi la cassave est devenue la première culture de racine, remplaçant la patate douce qui elle-même avait remplacé le yam.**

Pour l'État de la riziculture, ce type de culture constituait (et constitue) une menace à sa continuité. Les intérêts de l'État étaient le mieux servis par la rentabilisation maximum des rizières ou d'autres cultures à haute valeur ajoutée comme la canne à sucre, le coton, le caoutchouc, utilisant souvent le travail d'esclaves puis de servants/serfs.



Il en allait de même au nouveau monde où la tâche des États coloniaux étaient de conduire les populations vers le salariat en passant par l'esclavage et d'empêcher les populations de s'émanciper au travers de cultures prônes à échapper au contrôle de l'État.

Les propriétaires d'Hacienda en Amérique Centrale disaient qu'avec la cassave, tout ce dont le paysan avait besoin était un fusil de chasse et une ligne de pêche et qu'alors il cesserait de travailler pour un salaire...

La cassave, comme beaucoup de cultures de racines a un large impact sur la structure sociale, qui a son tour, pousse à l'évasion de la règle de l'État. Ceci est en contraste total avec généralement les cultures du grain et du riz d'irrigation en particulier. Les communautés du riz d'irrigation vivent dans un rythme unique. Planter, transplanter, moissonner et tous leurs rites associés, tout cela est étroitement coordonné tout comme le contrôle de l'eau (système d'irrigation sans lequel rien n'est possible...) Avec une culture de racine/tubercule, comme la cassave ou la patate douce, le plantage et la récolte se produisent de manière asymétrique et aussi de manière continue selon les besoins et les choix des familles. Pas ou peu de coopération est nécessaire par le simple fait de la caractéristique de ce qui est planté.

Une société qui cultive les racines et les tubercules peut se disperser de manière plus large et efficace et moins coopérer qu'une société du grain. Ceci encourage des structures sociales plus résistantes à l'incorporation et aussi sûrement à la hiérarchie et à la subordination.

[...]

Nous avons vu qu'il existe des agricultures résistantes à l'appropriation et qui sont donc des repoussoirs à l'État. De la même manière y a-t-il des schémas d'organisation politique et sociale qui sont résistants au contrôle et à la subordination. [...] La structure sociale, toute comme la technique agricole, ne sont pas des choses données, ceci résulte surtout dans le temps, d'un choix. Ce choix s'effectue dans le sens politique le plus large. Ici une vision dialectique de l'organisation sociale est nécessaire : les structures politiques périphériques de la vaste majorité de l'Asie du Sud-Est s'ajustent toujours au système Étatique qui constitue leur environnement immédiat. Sous des circonstances particulières elles, ou plutôt les humains qui les composent et les animent, peuvent ajuster cette structure de façon à faciliter des alliances avec un État ou en incorporant un État voisin. En d'autres périodes, ils peuvent s'organiser afin d'échapper des liens, tributs ou incorporation.

La structure sociale doit alors être vue comme n'étant pas un trait social permanent d'une communauté particulière mais plutôt une variable un des buts de régulation des relations avec le champ du pouvoir alentour.

[...] Au sens large, à chaque fois qu'une société ou une partie de société choisit de s'évader de quelque incorporation ou appropriation que ce soit, elle bouge vers des unités sociales plus petites, plus flexibles, plus simples et plus dispersées, vers ce que nous avons appelé des formes élémentaires d'organisation sociale. Les structures sociales les plus résistantes à l'appropriation, sont acéphales (sans tête), des agrégations de foyers. De telles formes de structures sociales associées aux techniques agricoles et cultures idoines sont toujours qualifiées de "barbares", de "primitives" et "d'archaïques" par les "civilisations" Étatiques de la riziculture des basses terres.

[...]

La relation de l'État avec les tribus, bien que cela ait préoccupé Rome et ses légions, a depuis bien longtemps disparu de l'historiographie européenne. Un par un, les derniers peuples tribaux indépendants d'Europe : les Suisses, les Gallois, les Écossais, les Irlandais, les Monténégrins et les nomades des steppes du Sud de la Russie, furent absorbés dans des États puissants et leurs religions et cultures. L'affaire de la relation entre les tribus et l'État est encore bien vivace au Moyen-Orient.

Les historiens et ethnologues de cette région sont d'accord pour dire que tribus et États sont des entités se constituant mutuellement. Il n'y a pas de séquence évolutive, les tribus n'existent pas avant les États. Les tribus sont plutôt une formation sociale qui est définie par sa relation avec l'État.

[...] L'existence des tribus dépend d'une relation particulière à l'État. Les dirigeants et les institutions Étatiques demandent une structure sociale stable, sûre, hiérarchique et "saisissable" au travers de laquelle ils peuvent négocier et diriger. Ils ont besoin d'un interlocuteur, un associé, avec qui parlementer et dont l'allégeance peut être sollicitée, au travers duquel des instructions peuvent transiter et qui peut être tenu pour responsable de l'ordre politique et qui peut aussi distribuer le grain et le tribut. Alors que les peuples tribaux sont par définition en dehors de l'administration directe d'un État, ils doivent, s'ils veulent être gouvernés, l'être par des leaders qui peuvent parler pour eux et si nécessaire être retenus en otage.

[...]

Tout État ayant l'ambition de contrôler des parties de Zomia, comme par exemple les administrateurs Han du Yunnan et de Guizhou, la Cour Royale siamoise d'Ayutthaya, la Cour Royale birmane d'Ava, les chefs Shan (Sawbwa), l'État colonial britannique et les gouvernements nationaux indépendants postcoloniaux, ont toujours cherché à découvrir ou s'ils échouaient, créer des chefferies avec lesquelles ils pouvaient traiter.

(NdT: cela s'est fait de la même manière sur le continent des Amériques et en Afrique...)

[...]

À cet égard, l'autonomie des peuples des collines et hauts-plateaux d'une hiérarchie interne permanente et de toute forme de formation Étatique a été rendue possible par la mobilité physique.

[...]

Un des éléments de diagnostic de la condition barbare est, pour l'élite des basses terres, l'illettrisme. [...] En fait, je préfère utiliser le terme de non-lettré ou



d'oral, plutôt que le terme d'illettrisme, afin d'attirer l'attention sur l'oral, la tradition orale comme un média de vie culturelle différent et potentiellement positif en opposition à une simple déficience (que suggère le mot d'illettrisme).

[...]

***Pour les peuples des collines et des plateaux et pour les peuples contre l'État de manière générale, le monde de l'écriture et des textes est aussi associée de manière indélébile avec l'État. En effet, l'écriture est une technologie cruciale pour l'administration et la mise en place et permanence de l'État et de ses institutions. [...]** Comme l'a noté Claude Lévi-Strauss : "L'écriture apparaît nécessaire pour que l'État centralisé et stratifié puisse se reproduire lui-même. écrire est une chose étrange... Le phénomène qui l'a invariablement accompagné est la formation de villes et d'empires : l'intégration dans un système politique, c'est à dire d'un nombre considérable d'individus dans une hiérarchie de castes et d'esclaves... Elle semble plutôt favoriser l'exploitation plutôt que l'illumination et l'éveil de l'humanité."*

[...] Ainsi, refuser ou abandonner l'écriture et le lettrisme est une stratégie parmi d'autres pour demeurer hors de portée de l'État. Cela semble plus prudent de se reposer sur "les connaissances qui résistent à la codification bureaucratique".

[...] Ainsi les traditions orales sont aux traditions écrites ce que l'agriculture rotative est à la riziculture ou ce que de petits groupes parents sont à des sociétés sédentaires et concentrées.

[...] Les peuples sans État sont typiquement stigmatisés par les cultures voisines comme étant des "peuples sans histoire", comme manquant la caractéristique fondamentale de la civilisation, à savoir "l'historicité". Ces accusations sont fausses à double titre. D'abord la stigmatisation présuppose que seule l'histoire écrite compte en tant que narratif de l'identité et d'un passé commun et deuxièmement et de manière plus importante, la quantité d'histoire que possède un peuple, loin d'indiquer leur basse étape d'évolution, est toujours un choix actif qui les positionne vis à vis de leurs puissants voisins du texte écrit.

Chapitre 7

Ethnogenèse, un cas constructif radical

Note de R71 : Scott analyse en début de chapitre un certain nombre de peuples des collines et leurs rapports avec l'État. À lire dans le livre, étude détaillée très intéressante...

*[...] Zomia a été et est toujours ce qui pourrait être appelé une “zone de fracture” de la création de l'État, de la même manière que le sont le Caucase et les Balkans. Elle a été peuplée depuis au moins les deux derniers millénaires, vague après vague, par des gens en retraite et en fuite des cœurs Étatiques régionaux, des invasions, des mises sporadiques en esclavage, des épidémies et des corvées. Là, dans cette zone refuge, ils rejoignirent des populations de collines et de plateaux localisés sur un terrain si difficile et en isolation relative, que cela y encouragea le glissement des dialectes, des coutumes et de l'identité. [...] Il y a bien entendu des “tribus” dans l'expérience vécue des peuples des collines. Des auto-identifiés Karen ou Kachin ou Hmong, Akha, Lisu et autres qui ont combattu et sont morts pour leurs identités dont beaucoup pensent qu'elles ont une histoire profonde, une croyance qui ne tiendrait sûrement pas le choc d'une étude critique approfondie **De telles puissances identitaires à cet égard n'en sont pas moins tout aussi factices et fabriquées que la plupart des identités nationales du monde moderne.***

Le seul point de vue analytique alternatif viable est de prendre une telle auto-identification comme notre point de départ. Comme proposé il y a près de 40 ans, nous devons traiter les divisions tribales comme “essentiellement d'origine politique”. L'identité ethnique est de ce point de vue un projet politique.

[...] Ceux qui, au cours des siècles, ont migré vers Zomia, refusaient de facto l'assimilation dans les basses terres Étatiques en tant que paysans. En venant dans les collines/plateaux ils rejoignaient des populations qui n'avaient jamais été incorporées dans des États ou qui les avaient quittées il

y a longtemps. Le choix de base était entre la non-Étatisation et l'incorporation/assimilation.

[...] L'identité ethnique et "tribale" au XIX^{ème} et XX^{ème} siècle a été associée avec le nationalisme et l'aspiration, souvent échouée, d'un État indépendant. Et aujourd'hui, l'institutionnalisation forcée et hégémonique de l'État-nation comme unité politique fait que ces peuples aspirent à leur propre État-nation. Mais ce qui est nouveau et digne d'intérêt pour la plupart de cette longue histoire dans les collines est que les identités ethniques et tribales n'ont pas seulement été mises au service d'une certaine autonomie mais d'un refus de l'État ; ainsi le paradoxe d'un "nationalisme contre l'État" si on peut l'appeler ainsi, est typiquement ignoré.

Note de R71 : Prenons le cas typique et actuel des Kurdes, peuple dispersé sur 4 "territoires nationaux" issus de la colonisation, leur revendication d'un "État kurde" est une fabrication de l'occident. La société kurde est fonctionnellement antiétatique et les Kurdes n'aspirent pas à un "État kurde", certains de leurs leaders ont été manipulés à penser de la sorte de l'extérieur, vision qui a été inculquée au forceps à la base populaire.

[...]

Les "tribus" au sens fort du terme, n'ont jamais existé. Quand je dis au "sens fort du terme", je pense aux tribus en tant qu'unités sociales distinctives, liées et totales. Si le test de "tribalisme" évalue le groupe en question pour sa cohérence de reproduction de la population sur un plan généalogique et génétique, être une communauté linguistique distincte, une unité politique unifiée et liée et une entité culturelle distincte et cohérente, alors virtuellement toutes les "tribus" échouent à ce test. [...] Une tribu n'est pas non plus, comme ce fut imaginé, partie d'une série évolutionniste de quelque sorte que ce soit, par exemple dans ce type de relation en évolution : bande-tribu-chefferie-État ou alternativement tribu-esclavage-féodalisme-capitalisme.

Les États et les empires ont été fondés par des peuples originellement compris comme étant "tribaux" : Gengis Khan, Charlemagne, Osman, les Mandchou

et pourtant il serait bien plus correct de dire que les États font les tribus plutôt que les tribus font les États.

Les tribus sont ce qui a été appelé une “forme secondaire” créée de deux façons et seulement dans le contexte d’un État ou d’un empire. L’antonyme de “tribu” est “paysannerie”. La différence bien entendu est que le paysan est déjà un individu incorporé totalement en tant que sujet d’un État. Les tribus d’un autre côté, englobent ceux qui n’ont pas (encore) été incorporés sous le contrôle de l’État ou ceux qui ont choisi de refuser ce contrôle. Les empires coloniaux et les États modernes ont été très prolifiques à créer les tribus.

Désigner tel peuple comme “tribu” était une technique de classification et si possible d’administration des non-paysans ou des pas-encore-paysans. Une fois qu’une tribu ou une zone tribale a été marquée et cataloguée, elle peut être utilisée comme unité de collecte du tribut aussi bien en biens et produits qu’en main d’œuvre. Dans cette unité reconnue par l’État, un “chef” doit être désigné et être rendu responsable de la conduite des gens et pour en faire une zone de pacification militaire. Au strict minimum, l’État créa, de manière arbitraire, un nom pour les peuples, un endroit où ils vivent et ce à des fins bureaucratiques de contrôle, là où le plus souvent une masse établie sans distinction avait au préalable été établie par ces personnes et dont la structure antiétatique était prévalente.

Note de R71 : C’est exactement ce qu’a fait Rome à sa périphérie, puis plus tard les empires coloniaux. C’est ce qui se produit toujours aujourd’hui avec le contrôle colonial des nations autochtones du continent des Amériques et celui de l’Océanie et par procuration en Afrique... Rien n’a fondamentalement changé.

C’est pourquoi les Romains insistaient sur la mise des barbares ainsi nommés sous la coupe de “chefs”, qui, en principe, seraient tenus pour responsables de leur comportement. La grille bureaucratique était nécessaire “parce qu’il y avait bien trop de fluidité dans les liens sociaux et la politique interne des barbares.”

[...] Les dirigeants colonialistes ont dû faire face à la même “anarchie” d’identification et l’ont résolu en décrétant un statut administratif de tribus qui n’en était pas moins complètement arbitraire. Armés de leurs ethnologues et de théories déterministes de l’évolution sociale, les Français en Indochine non seulement tracèrent des frontières autour des tribus, mais ils désignèrent aussi des “chefs” par lesquels ils émirent l’intention de diriger et placèrent ces gens ainsi nommés sur une échelle de l’évolution sociale. Les Hollandais firent quasiment la même chose en Indonésie. [...]

Cette technologie de la gouvernance, celle du coup de baguette magique, non seulement proposa des identités nouvelles et contrastées, mais assumait une sorte d’ordre par la chefferie hiérarchique se voulant universel. Ainsi, les peuples évoluant dans une société égalitaire, acéphale, à la chefferie sans pouvoir, voire sans chefferie, ne trouvèrent plus de place dans le nouvel ordre mis en place. Ils se retrouvaient poussés dans un monde de petits chefs, caïds factices, qu’ils soient d’accord ou pas. Les peuples dont l’ordre vernaculaire était égalitaire manquaient de marqueurs institutionnels par lesquels ils pouvaient être gouvernés. Ainsi, ces institutions devaient être fournies et si nécessaire, par la force.

[...] Nulle part ailleurs tout ceci fut plus apparent que dans la colonie chrétienne blanche de l’Amérique du Nord. Comme l’écrit si justement Alfred Kroeber : “Plus on observe l’Amérique aborigène et moins devient évident le lien communément fait entre la consistance d’un phénomène et notre conception conventionnelle de ce que serait une tribu ; de fait, cela apparaît de plus en plus être une création à part entière de l’homme blanc, création bien utile quand il s’agit de parler des Indiens, de négocier avec eux, de les administrer et finalement appliquer le poids de notre culture sur la leur... Le temps est sans doute venu d’examiner si ce n’est pas une construction bien envahissante.”

[...] Les États fabriquent les tribus de plusieurs façons différentes. La plus évidente est de les créer comme modèle de contrôle d’un ordre administratif et politique. Mais il est frappant de constater comment souvent une identité tribale ou ethnique est générée à la périphérie presque entièrement pour le

but d'une affirmation d'autonomie politique et/ou de ressources. **Les Cosaques en sont un excellent exemple.**

Les gens qui devinrent les Cosaques étaient des serfs fugitifs en provenance de toute la Russie européenne. La plupart s'enfuirent au XVI^{ème} siècle vers les steppes de la rivière Don pour échapper ou éviter les maux de la vie sociale et politique de la Russie moscovite. Ces gens n'avaient pour toutes choses en commun que la servitude et l'évasion. Dans le vaste territoire intérieur russe, ils furent fragmentés jusqu'en 22 groupes "cosaques" de la rivière Don et la Mer d'Azov jusqu'aux tréfonds de la Sibérie et de la rivière Amour.

Ils devinrent un "peuple des espaces sauvages" pour des raisons essentiellement dues à leur nouvel environnement écologique et leurs routines de subsistance. Selon l'endroit, ils se mêlèrent aux Tatars, aux Circassiens (dont ils adoptèrent la coutume vestimentaire) et aux Kalmyks, dont ils copièrent la dextérité équestre et les schémas d'occupation des sols. La grande disponibilité de terres pour l'élevage et l'agriculture firent que ces gens vécurent en régime de propriété commune où chaque famille avait accès à ses propres ressources de subsistance indépendantes et étaient totalement libre de circuler et de s'établir où bon lui semblait. Une éthique d'indépendance et d'égalitarisme désirée et mise en place par des gens qui avaient connu la servitude et aussi dictée par une politique économique d'écologie des grands espaces.

[...]

*Ainsi, une fois qu'une "tribu" est institutionnalisée en tant qu'entité politique, en tant qu'unité de représentation avec disons des droits, de la terre allouée et des leaders locaux, le maintien et le renforcement de cette identité (factice) devient alors important pour bon nombre de ses membres (NdT : surtout ceux qui en profitent grasement...) [...] **De fait, une fois créée, une identité institutionnalisée acquiert sa propre histoire.** Plus cette histoire est longue et profonde et plus elle rassemblera la mythification et l'oubli (mémoire sélective) du nationalisme. Avec le temps, une telle identité, bien que factice, fabriquée en son origine, va prendre des caractéristiques essentialistes et pourra même inspirer une loyauté passionnée.*

[...]

Les peuples acéphales et égalitaires vivant à a périphérie des États sont très difficiles à contrôler. Ils sont insaisissables. Au commandement "Menez-moi à votre chef !" il n'y a pas de réponse directe possible. La conquête et la soumission de tels peuples est une grande expédition en soi. Un village à la fois, peut-être même une famille à la fois... et le résultat sera toujours probablement très instable. Personne ne peut répondre pour quelqu'un d'autre. La forme acéphale de société est donc dans sa construction même une forme d'évasion, une structure sociale construite contre l'État et l'autorité.

[...] Ainsi nous pouvons dégager les trois caractéristiques qui repoussent l'État :

- Une société hautement mobile, largement dispersée et prône à fusionner avec d'autres unités nouvelles et plus petites*
- Une société de la production utilitaire immédiate satisfaite par la chasse, la cueillette et prône à se rassembler sur terre ou sur mer. Pour les sociétés agricoles de cette catégorie, cultures de racines et tubercules, cultures variées, rotatives favorisant la mobilité et n'arrivant pas à maturité simultanément*
- Une société à structure sociale hautement égalitaire qui rend à l'État la tâche très difficile d'imposer des chefs pour étendre et infiltrer la "règle" de gouvernance Étatique Une des conditions matérielles clef d'une structure égalitaire est un accès ouvert et égalitaire aux ressources. Ainsi l'égalitarisme se caractérise par un accès commun à la terre et un territoire ouvert sans frontières*

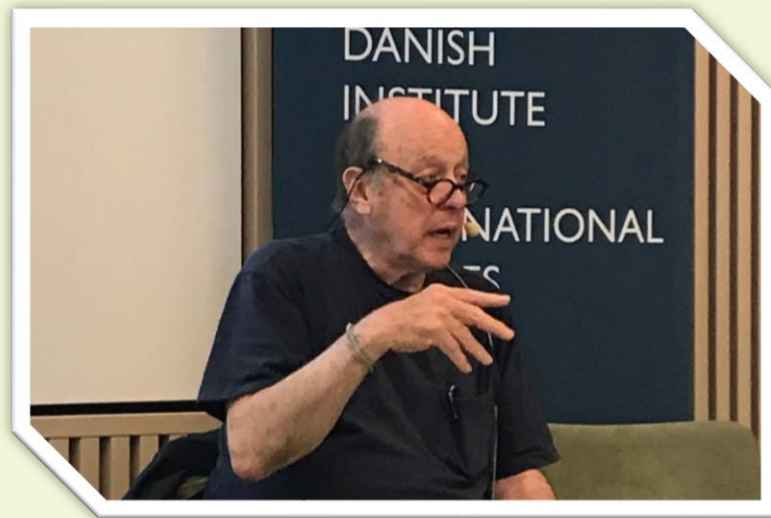
[...]

Chapitre 8

Prophètes du renouveau

Note de R71 : Dans ce chapitre, Scott passe en revue un bon nombre de peuples des plateaux de Zomia et analyse leur histoire de rébellions contre l'État et certaines connections avec des religions animistes et chrétienne. Le chapitre est très intéressant, mais entre dans des détails qu'il serait fastidieux de rapporter ici. Nous laissons aux lecteurs le plaisir de le lire dans le bouquin.

Merci de votre compréhension.



Conclusion de l'auteur

Note de R71 : La conclusion du livre original en anglais fait 13 pages et est suivie de 66 pages de notes bibliographiques couvrant les 8 chapitres.

Nous avons traduit ici les points clefs de la conclusion de James C. Scott

Le monde que j'ai cherché à décrire et à comprendre ici disparaît très rapidement. Pour pratiquement tous mes lecteurs ceci est très loin de ce qu'ils ont l'habitude de vivre. Dans notre monde contemporain, le futur de notre liberté réside dans la tâche ardue de dompter le Léviathan, pas de l'éviter.

Vivre dans un monde totalement occupé [par l'État] un monde ayant des modules institutionnels standardisés croissants, dont les deux plus hégémoniques sont les modules Nord-Atlantique de la propriété individuelle et de l'État-nation, dans lequel nous luttons contre d'énormes disparités en richesse et en pouvoir issu de la susnommée et la réglementation toujours plus intrusive de nos vies interdépendantes par le pouvoir. Les populations n'ont jamais autant dépendu comme le dit si adroitement John Dunn "plus abjectement pour leur sécurité et prospérité des savoirs et des bonnes intentions de ceux qui les gouvernent." Et d'ajouter que le seul autre instrument fragile que nous ayons pour apprivoiser le Léviathan est un autre module Nord-atlantique, via la Grèce : la démocratie représentative.

Le monde évoqué dans ce livre est, par contraste, celui duquel l'État n'a même pas pu s'approcher. Ce monde, et de loin, fut celui que l'humanité a habité jusqu'à encore récemment. En simplifiant grandement, on peut distinguer quatre ères :

- *L'ère sans État, qui fut et de loin la plus longue de l'histoire de l'humanité*
- *L'ère de petits États entourés par de grandes périphéries sans État et facilement atteignable*
- *Une ère où ces périphéries ont diminué et ont cédé peu à peu à l'expansionnisme de l'État et finalement*
- *Une ère où virtuellement la terre entière est un "espace administré" et la périphérie n'est plus qu'un "espace folklorique"*

La progression d'une ère à l'autre a été très géographiquement inégale, la Chine et l'Europe ayant été plus attentives que disons l'Asie du Sud-Est et l'Afrique.

Il est apparu que la frontière des hauts-plateaux que nous avons choisi d'appeler Zomia, représente un des plus grands groupements refuges de populations au monde, populations qui vivent dans l'ombre de l'État, mais qui n'ont pas encore été complètement incorporées.

[...] Qui étaient les gens de Zomia originellement ? Initialement bien sûr, la population entière de l'Asie du Sud-Est, quelle fut dans les hautes ou les

basses terres, tous ces gens étaient des Zomiens dans le sens où ils n'étaient sujets d'aucun État.

[...] Les autres peuples des collines, plus isolés et plus égalitaires, apparaissent comme s'étant structurés comme l'antithèse des peuples des vallées et de leur hiérarchie et autorité. Les peuples des vallées et des collines représentent deux sphères politiques radicalement différentes, l'une plus concentrée et homogène, l'autre dispersée et hétérogène, mais chacune instable et constituée de matériel humain tiré à un moment ou un autre l'une de l'autre (NdT: il y a eu interaction et échanges historiques en fonction des circonstances. On ne passe pas de la société acéphale à la société Étatique de manière irréversible... Il y a des fluctuations dans les deux sens. L'État n'est pas inéluctable, il n'est pas le passage obligé de l'évolution, il est de fait plus une anomalie, qu'un choix réel...).

*[...] Finalement, beaucoup mais certainement pas tous les groupes vivant dans l'espace hors Étatique, paraissent avoir de fortes et farouches traditions d'égalitarisme et d'autonomie à la fois au niveau du village que de la famille, ce qui représente un barrage effectif à la tyrannie et à la hiérarchie permanente. [...] **Ce que les peuples des collines de la périphérie des États ont éludé est le dur pouvoir de l'État fiscal, sa capacité de soutirer l'impôt direct et le travail de sa population asservie.** Mais ces peuples ont parfois recherché le contact et l'échange avec des États de basses terres qui étaient toujours compatibles avec un large degré d'autonomie.*

[...] Il est important ici de rappeler que la vaste majorité des peuples nomades et chasseurs cueilleurs et peut-être ceux de l'agriculture rotative également, n'étaient pas des survivants aborigènes, mais plutôt des adaptations créées dans l'ombre des États. Comme l'avait justement supposé Pierre Clastres, les sociétés de bon nombre de groupes acéphales, chasseurs-cueilleurs et adeptes de l'agriculture rotative sur brûlis, sont particulièrement bien faites pour tirer avantages des niches agro-écologiques en commerçant avec des États voisins tout en évitant soigneusement d'en devenir des sujets asservis et subordonnés. [...] De fait, ces peuples sont mieux adaptés pour survivre comme non-sujets dans un environnement politique d'États que pour faire eux-mêmes leur État.

[...] Les peuples des collines et des hauts-plateaux ne sont pas pré-quoi que ce soit. En fait, ils sont bien mieux compris comme étant post-riziculture, post-sédentaire, post-sujet/citoyen, et peut-être même post-lettré. Ils représentent sur la durée, un non-Étatisme objectif et réactif des peuples qui se sont adaptés à un monde d'États tout en demeurant hors de portée de leur étai politico-social.

[...]



*Ou le commencement de l'illumination / éveil de nos prises de consciences
politiques individuelles d'abord puis collectives ensuite...*

*Lectures complémentaires
proposées par Résistance 71 :*

*40 ans de Pierre Clastres, l'héritage d'un
anthropologue anarchiste*

David Graeber, fragments anthropologiques

L'entraide, facteur de l'évolution (Kropotkine)

Le défi celtique Alain Guillerm

Manifeste pour la société des sociétés

